

L'AVANT-PROJET DE LOI DE FINANCES 2027 EXAMINÉ

Le gouvernement fixe ses priorités

Le gouvernement a tenu hier une réunion sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, consacrée notamment à l'examen de l'avant-projet de loi de finances 2027. Ce dernier a été en effet présenté comme un instrument destiné à poursuivre la mise en œuvre des orientations du président de la République, à travers une approche axée sur le renforcement de la croissance, l'accélération de la diversification de l'économie nationale et la consolidation de l'investissement productif. P 3



EXPANSION DES DATA CENTERS ET CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Quand l'IA redonne du poids au gaz algérien

L'essor fulgurant de l'Intelligence Artificielle (IA) et des Data Centers, particulièrement gourmands en électricité, pourrait renforcer le rôle stratégique du gaz naturel dans les prochaines décennies. Pour l'Algérie, cette nouvelle donne représente une opportunité de valoriser davantage ses importantes ressources gazières et ses infrastructures énergétiques. À l'horizon 2050, la diplomatie énergétique algérienne pourrait ainsi s'appuyer non seulement sur ses exportations de gaz, mais également sur sa capacité à répondre aux besoins croissants d'une économie mondiale de plus en plus numérisée.

P 2

RÉUNION DES PAYS PARTENAIRES CE JEUDI À ALGER

Une nouvelle étape pour le projet South2 Corridor

Alger abritera aujourd'hui une nouvelle réunion ministérielle consacrée au corridor South2, qui réunit l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche. Au cœur des discussions : les prochaines étapes techniques et financières d'un projet appelé à relier les capacités de production d'hydrogène renouvelable d'Afrique du Nord aux grands pôles industriels d'Europe centrale.

P 3

CONTRIBUTION

L'IA démocratise l'invention, pas encore la valeur

Réponse à la contribution de Kaci-Kacem Aityalla, « Avec l'IA, l'innovation n'attend plus l'âge ni le diplôme »

Dans une contribution récente publiée sur le site Les Enjeux Eco, Kaci-Kacem Aityalla soutient que l'intelligence artificielle bouleverse la chronologie de l'innovation : le talent n'attend plus le diplôme pour créer. La thèse est stimulante et mérite d'être prolongée par un regard économiste. Car la question qu'elle soulève, celle de la transformation des talents algériens en valeur pour le pays est au cœur de toute politique industrielle.

Pr Nadia CHETTAB

P 5

GAZ NATUREL

L'Algérie confirme sa place de fournisseur majeur de l'Europe P 2

LE PRIX NATIONAL DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS

Dépôt de près de 780 produits artisanaux P 3

LE PRÉSIDENT DU CREA REÇOIT LE DG DE L'OAT

Le renforcement de la coopération économique arabe examiné P 4

APPO

Signature de deux protocoles d'accord pour développer le réseau énergétique en Afrique centrale

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) a signé deux protocoles d'accord avec la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et l'Association des experts de l'énergie d'Afrique centrale (CABEF), visant à renforcer leur coopération pour le développement des infrastructures énergétiques en Afrique centrale.

Les deux protocoles d'accord ont été signés mardi à Brazzaville (Congo) en présence de responsables de plusieurs compagnies pétrolières de la région, selon un communiqué de l'APPO.

Le premier document, paraphé par le secrétaire général de l'APPO, Farid Ghezali, le président de la Commission de la CEMAC, Baltasar Engonga Edjo'o, et la présidente du CABEF, Nathalie Lum, est un protocole d'accord révisé entre les trois parties visant à promouvoir la construction d'un système régional de pipelines et lutter contre la pénurie d'énergie.

Le deuxième accord, également révisé et conclu pour une durée de trois ans entre l'APPO et le CABEF, est signé par M. Ghezali et Mme Lum. Il a pour objet de définir le mode de leur collaboration pour le développement des études de préaisabilité et de faisabilité du projet CAPS, en vue de sa mise en oeuvre effective, selon la même source.

Le CAPS est un projet commun des pays de la Communauté économique des états de l'Afrique centrale (CEEAC), visant à construire un réseau comprenant des gazoducs, des oléoducs, des stations de pompage, des terminaux GNL, des centrales électriques, des raffineries de pétrole et des dépôts de stockage, afin de libérer le potentiel énergétique et économique de l'Afrique centrale.

APS

EXPANSION DES DATA CENTERS ET CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Quand l'IA redonne du poids au gaz algérien

L'essor fulgurant de l'Intelligence Artificielle (IA) et des Data Centers, particulièrement gourmands en électricité, pourrait renforcer le rôle stratégique du gaz naturel dans les prochaines décennies. Pour l'Algérie, cette nouvelle donne représente une opportunité de valoriser davantage ses importantes ressources gazières et ses infrastructures énergétiques. À l'horizon 2050, la diplomatie énergétique algérienne pourrait ainsi s'appuyer non seulement sur ses exportations de gaz, mais également sur sa capacité à répondre aux besoins croissants d'une économie mondiale de plus en plus numérisée.

Par Selma R.

La consommation mondiale d'énergie devrait progresser de 23 % d'ici 2050, portée notamment par la croissance démographique en Afrique et l'essor de technologies fortement consommatrices d'électricité, au premier rang desquelles l'IA. Les Data Centers représentent déjà près de 3 % de la consommation mondiale d'électricité et pourraient atteindre 10 à 12 % à l'horizon 2030. Cette évolution impose aux grandes puissances de disposer d'une alimentation électrique abondante, stable et compétitive. Dans ce contexte, le gaz naturel pourrait gagner en importance. Les intervenants de l'émission « El Mouachir » de la radio nationale ont souligné qu'il devrait devenir la deuxième source d'énergie mondiale à l'horizon 2050, en accompagnement de la transition énergétique.

Pour Hadeff Abderrahmane, consultant international en développement économique, cette évolution s'inscrit dans une recomposition progressive du mix énergétique mondial plutôt que dans une disparition rapide des hydrocarbures. Le gaz conserve notamment l'avantage d'assurer une production électrique régulière lorsque les renouvelables ne suffisent pas. « Les économies qui investissent massivement dans l'IA auront besoin de nouvelles capacités de production électrique et de réseaux capables d'absorber une demande appelée à croître rapi-

dement. Cette contrainte pourrait favoriser les systèmes énergétiques disposant déjà d'une importante infrastructure gazière », a-t-il indiqué.

Cette évolution des besoins énergétiques modifie également les critères de compétitivité des territoires. Le Dr Hachmaoui Mohamed, analyste économique, relève ainsi que la disponibilité de l'électricité devient un facteur déterminant pour attirer les investissements dans les infrastructures numériques. La localisation des futurs Data Centers dépendra donc aussi de la capacité à garantir une énergie disponible et compétitive. « Cette nouvelle réalité est susceptible de donner une importance supplémentaire aux pays producteurs et exportateurs de gaz. Les besoins énergétiques générés par l'IA pourraient ainsi contribuer à maintenir une demande structurelle pour le gaz naturel, même dans un contexte de progression des renouvelables », a-t-il souligné. Pour l'Algérie, cette recomposition ouvre des perspectives compte tenu de ses ressources gazières, de ses infrastructures et de sa proximité avec les marchés européens. Le Dr Aya Abderrahmane, spécialiste des questions énergétiques, estime que le gaz conservera ainsi une place importante dans l'accompagnement de la transition énergétique. « La montée en puissance des renouvelables ne supprime pas le besoin de sources capables d'assurer la continuité de l'approvisionnement électrique. Le gaz peut

précisément jouer ce rôle de complément, en particulier dans les systèmes où la demande augmente rapidement », a-t-il expliqué. L'enjeu pour l'Algérie consiste également à valoriser davantage cette ressource à travers le raffinage, la pétrochimie et les activités industrielles liées à l'énergie, plutôt que de limiter cette opportunité aux exportations de gaz brut. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie combinant le gaz, les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. L'Algérie vise notamment 15 GW de capacités renouvelables à l'horizon 2035 et une production de 1,2 million de tonnes d'hydrogène vert par an.

La dimension infrastructurelle constitue enfin un élément central de cette nouvelle équation. Les gazoducs reliant l'Algérie à l'Europe du Sud, ainsi que le projet de gazoduc transsaharien TSGP reliant le Nigeria aux marchés européens via l'Algérie et le Niger, renforcent la position du pays comme plateforme énergétique régionale. La hausse des besoins électriques liés aux Data Centers pourrait ainsi accroître l'importance des infrastructures gazières et des échanges énergétiques. Cette évolution ne remet pas en cause la transition énergétique, mais la complexifie. Le développement des renouvelables, de l'hydrogène et de l'électrification doit désormais s'accompagner de capacités suffisantes pour répondre aux besoins croissants d'une économie de plus en plus numérisée.

GAZ NATUREL

L'Algérie confirme sa place de fournisseur majeur de l'Europe

Par S. R.

Le dernier rapport mensuel du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), publié en septembre 2026, confirme la place de premier plan occupée par l'Algérie sur le marché gazier européen. Au cours des huit premiers mois de l'année, l'Union européenne a importé près de 99 milliards de mètres cubes de gaz naturel par gazoduc, en hausse de 2 % sur un an. Cette progression a notamment été soutenue par l'augmentation des approvisionnements en provenance de la Norvège, de l'Algérie et de la Russie. Sur ce volume, l'Algérie a fourni environ 18 milliards de mètres cubes, soit près de 18 % des importations euro-

péennes par gazoduc durant la période janvier-août. Elle se maintient ainsi au deuxième rang des fournisseurs de l'Union européenne, derrière la Norvège, dont les livraisons atteignent environ 56 milliards de mètres cubes. La Russie, l'Azerbaïdjan et la Libye suivent avec des volumes nettement inférieurs. Ces données illustrent le poids important du gaz algérien dans l'approvisionnement du marché européen et la place qu'il continue d'occuper dans le dispositif énergétique du continent. Cette présence s'inscrit dans un contexte de demande toujours soutenue en Europe. La consommation de gaz de l'Union européenne a progressé de 1,6 % sur un an durant les huit pre-

miers mois de 2026, pour atteindre 206,7 milliards de mètres cubes. En août, la demande a même augmenté de 5,2 %, portée notamment par le secteur électrique. Le gaz naturel a représenté 17 % de la production d'électricité européenne durant ce mois, confirmant son rôle dans l'équilibre du système électrique. L'Algérie bénéficie par ailleurs d'une dynamique particulièrement favorable sur le marché espagnol. Selon le rapport, ses exportations de gaz par gazoduc vers l'Espagne ont progressé de 12 % entre janvier et août 2026 par rapport à la même période de 2025. Cette évolution témoigne de l'importance des infrastructures reliant directement le gaz algérien au marché ibérique et

contribue à consolider la position du pays comme fournisseur fiable du sud de l'Europe. Cette progression intervient alors que le marché européen reste soumis à des tensions sur l'approvisionnement. À la fin août, les stocks souterrains de gaz de l'Union européenne s'établissaient à 67,4 milliards de mètres cubes, correspondant à un taux de remplissage de 65 %. Ce niveau demeurerait inférieur de 13 milliards de mètres cubes à celui enregistré un an auparavant. Dans le même temps, les prix européens ont évolué à des niveaux élevés, le TTF ayant atteint une moyenne de 20,62 dollars/MMBtu en août, tandis que sa moyenne sur les huit premiers mois de l'année s'établissait à 15,89 dollars.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'AVANT-PROJET DE LOI DE FINANCES 2027 EXAMINÉ

Le gouvernement fixe ses priorités

Le gouvernement a tenu hier une réunion sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, consacrée notamment à l'examen de l'avant-projet de loi de finances 2027. Ce dernier a été en effet présenté comme un instrument destiné à poursuivre la mise en œuvre des orientations du président de la République, à travers une approche axée sur le renforcement de la croissance, l'accélération de la diversification de l'économie nationale et la consolidation de l'investissement productif.

Par Zahir R.

L'avant-projet traduit également la volonté de poursuivre les efforts de préservation du pouvoir d'achat et de prise en charge des besoins sociaux, à travers la consolidation des mécanismes de soutien et la poursuite des programmes publics dans les secteurs prioritaires, notamment l'éducation, la santé, l'habitat et les infrastructures. En effet, le gouvernement entend poursuivre ses efforts pour répondre aux besoins sociaux, à travers le renforcement des mécanismes de soutien, en maintenant notamment le système de subvention des prix des denrées alimentaires de première nécessité et la poursuite des efforts pour l'amélioration du pouvoir d'achat, à travers l'augmentation des salaires. D'ailleurs, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait réaffirmé, en juillet dernier, son engagement à poursuivre la revalorisation des salaires (SNMG), des pensions de retraite et du salaire national minimum garanti, soulignant que ces mesures seront mises en œuvre de manière progressive afin de préserver les équilibres économiques et de maîtriser l'inflation. Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, le président de la République avait expliqué que ces revalorisations devaient être conduites « sans provoquer une hausse de la masse monétaire susceptible d'alimenter l'inflation », précisant que l'objectif était de « maîtriser l'injection d'argent dans l'économie nationale afin de produire des effets positifs sur la croissance et le pouvoir d'achat. Je m'engage à le faire à partir de 2027 », avait-il affirmé. Il est à rappeler

qu'en 2026, un budget de 5 959 milliards de DA a été alloué aux transferts sociaux.

Soutien à l'investissement productif

L'avant-projet prévoit ainsi la poursuite et le renforcement du soutien à l'investissement productif, ainsi que la réalisation de projets structurants, avec une priorité accordée aux opérations susceptibles d'avoir un impact important sur le développement économique et social. Le texte met également l'accent sur le renforcement du réseau des infrastructures nationales et l'amélioration de l'aménagement du territoire, tout en visant la réduction des coûts liés aux services logistiques. Cette orientation s'inscrit dans une démarche visant à consolider les capacités productives nationales et à améliorer les conditions nécessaires au développement de l'activité économique et de l'investissement. Dans une instruction adressée aux ordonnateurs du budget de l'État, le ministère des Finances a fixé les grandes orientations qui devront guider l'élaboration du budget pour l'exercice 2027 ainsi que pour la période pluriannuelle 2028-2029. Ce cadrage intervient dans un contexte international marqué par une forte incertitude économique, alimentée par les tensions géopolitiques persistantes, la volatilité des marchés énergétiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Face à ces défis, les autorités entendent renforcer la maîtrise des dépenses publiques tout en préservant les priorités économiques et sociales du pays. L'une des principales orientations retenues concerne la gestion de l'investissement public. Le ministère

des Finances met désormais l'accent sur le parachèvement des projets déjà engagés, notamment ceux dont le taux d'avancement dépasse 70 % et qui présentent un impact direct sur le développement économique et social. Les nouveaux projets seront soumis à des critères plus rigoureux. Leur inscription au budget devra être justifiée par la disponibilité des moyens humains, techniques et matériels nécessaires à leur réalisation, ainsi que par leur conformité avec les priorités stratégiques de l'État. Cette approche vise à améliorer l'efficacité de la dépense publique et à éviter la dispersion des ressources budgétaires sur des programmes dont la maturité ou la faisabilité ne sont pas suffisamment établies. Sur le volet économique, l'avant-projet comprend un ensemble de mesures destinées à améliorer le climat de l'investissement et à renforcer l'accompagnement des opérateurs économiques. Cette démarche intervient notamment dans le contexte de l'entrée en service effective du guichet unique de l'investissement institué par le président de la République, présenté comme un outil destiné à faciliter les démarches des investisseurs et à améliorer leur prise en charge. Par ailleurs, le texte prévoit d'accélérer la modernisation de l'administration et d'améliorer la mobilisation des ressources publiques, à travers la simplification des procédures, le renforcement de la conformité fiscale et la poursuite de la transformation numérique de l'administration. Enfin, cet avant-projet de loi de finances pour 2027 sera soumis au prochain Conseil des ministres pour adoption.

RÉUNION DES PAYS PARTENAIRES CE JEUDI À ALGER
Une nouvelle étape pour le projet South2 Corridor

Par Réda Hadi

Alger abritera aujourd'hui une nouvelle réunion ministérielle consacrée au corridor SouthH2, qui réunit l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche. Au cœur des discussions : les prochaines étapes techniques et financières d'un projet appelé à relier les capacités de production d'hydrogène renouvelable d'Afrique du Nord aux grands pôles industriels d'Europe centrale. Le SouthH2 Corridor prévoit une liaison d'environ 3 300 kilomètres entre l'Afrique du Nord, l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne. Selon ses promoteurs, l'infrastructure pourrait transporter jusqu'à quatre millions de tonnes d'hydrogène renouvelable par an et être progressivement opérationnelle au début des années 2030. L'un de ses principaux atouts réside dans la réutilisation d'une partie importante des réseaux gaziers existants : plus de 65 % du tracé pourrait être constitué de pipelines adaptés au transport de l'hydrogène. La réunion d'Alger intervient après celle organisée à Rome le 21 janvier 2025, au cours de laquelle les cinq pays avaient signé une déclaration commune d'intention. Ils s'étaient engagés à réunir les conditions techniques, économiques et financières nécessaires au développement du corridor, tout en reconnaissant le potentiel de l'Algérie et de la Tunisie dans la

production d'hydrogène renouvelable. L'Italie constitue le principal maillon européen du dispositif. L'hydrogène produit en Afrique du Nord doit rejoindre la péninsule avant d'être acheminé vers l'Autriche et l'Allemagne, tout en pouvant alimenter les pôles industriels italiens. Le réseau développé par Snam occupe ainsi une place centrale dans cette future architecture. L'opérateur italien a bénéficié en 2025 d'un cofinancement européen de 24 millions d'euros destiné aux études techniques et aux activités préparatoires. Pour l'Algérie, l'enjeu dépasse la seule exportation d'un nouveau produit énergétique. Le pays doit désormais construire les premiers maillons d'une chaîne industrielle complète : centrales solaires, unités d'électrolyse, traitement de l'eau, stockage, compression et infrastructures de transport. La compétitivité de l'hydrogène algérien dépendra notamment du coût de l'électricité renouvelable, du prix des électrolyseurs, de la disponibilité de l'eau et des conditions d'accès au marché européen. Cette dynamique s'accompagne d'un rapprochement avec l'Allemagne. Berlin considère l'Afrique du Nord comme une source potentielle d'approvisionnement en hydrogène renouvelable, tandis qu'Alger cherche à attirer les technologies et les capitaux nécessaires au développement d'une filière nationale. Une mission commerciale allemande s'est récem-

ment rendue en Algérie et en Tunisie pour examiner les opportunités liées à l'hydrogène vert, au stockage et aux technologies de transformation de l'électricité renouvelable. La coopération entre Sonatrach et l'énergéticien allemand VNG constitue l'un des projets pilotes de cette nouvelle relation. Les deux groupes travaillent notamment sur les conditions techniques et économiques d'une future chaîne d'approvisionnement entre l'Algérie et l'Europe. Le principal défi reste toutefois le passage des études à l'investissement. Les producteurs devront disposer d'acheteurs européens prêts à conclure des contrats de long terme, tandis que les industriels européens auront besoin de garanties sur les volumes, les prix et la certification de l'hydrogène renouvelable. Bruxelles accompagne déjà cette dynamique dans le cadre de sa planification énergétique. Mais la construction du corridor nécessitera encore d'importants investissements et une coordination étroite entre les cinq pays. À Alger, l'enjeu sera donc de transformer les engagements politiques en projets concrets. Pour l'Algérie, SouthH2 pourrait ouvrir un nouveau chapitre de sa relation énergétique avec l'Europe : après le gaz naturel, le pays cherche à valoriser son potentiel solaire et à s'insérer dans le futur marché européen de l'hydrogène.

LE PRIX NATIONAL DE L'ARTISANAT ET DES MÉTIERS
Dépôt de près de 780 produits artisanaux

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Houria Meddahi, a présidé une réunion avec les membres de la commission nationale du Prix national de l'artisanat et des métiers pour l'édition 2026, au cours de laquelle a été annoncé le dépôt de près de 780 produits artisanaux, selon un communiqué du ministère. Le président de la commission a passé en revue avec les membres, le bilan de la participation enregistré à cette date, laquelle a suscité un fort engagement des artisans au niveau des différentes wilayas, à travers "le dépôt de près de 780 produits artisanaux, en prévoyant la hausse de ce nombre avec le parachèvement de l'opération de collecte des produits au niveau des wilayas chargées de leur recensement, en prélude au lancement de l'opération de sélection régionale", souligne la même source. A cette occasion, les membres de la commission ont affirmé "leur disposition à mettre à profit leurs expertises et expériences, chacun dans sa spécialité et selon son poste de représentation sectorielle pour contribuer à une opération de sélection, objective et étudiée des meilleurs produits, conformément aux conditions et normes en vigueur, et ce, afin de s'assurer la réalisation des objectifs escomptés de l'organisation annuelle de ce Prix national". A cet effet, la ministre a affirmé que le Prix national de l'artisanat et des métiers, "constitue une occasion importante pour encourager l'innovation, l'excellence et la créativité dans le domaine de l'artisanat d'art et mettre en valeur les produits algériens qui reflètent l'authenticité et la richesse du patrimoine artisanal national, en veillant à ce que le Prix dépasse la dimension compétitive pour constituer un mécanisme de valorisation des artisans et de leurs produits et de les accompagner dans le processus de développement et d'excellence". Elle a également souligné l'importance de "la valorisation médiatique et de la promotion des produits participants et lauréats, à travers les différents médias et plateformes médiatiques, de manière à faire connaître les créations artisanales algériennes et à mettre en exergue leur valeur culturelle et économique, en insistant sur la nécessité d'accompagner les artisans qui atteignent les phases avancées de la compétition, ainsi que les lauréats dans les différentes spécialités". Dans ce contexte, l'accent a été mis sur "l'importance de poursuivre la coordination avec le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels, dans le cadre de la convention de coopération conclue entre les deux secteurs, afin d'assurer des programmes de formation et un accompagnement spécialisé répondant aux besoins réels des artisans et contribuant au développement de leurs capacités et compétences".

R. E.

DIRECTION DE
DISTRIBUTION DE GUÉ
DE CONSTANTINE
99.477
**opérations de e-
paiement**
enregistrées via
BaridiMob

La Direction de distribution de Gué de Constantine, relevant du pôle de distribution d’Alger de Sonelgaz-Distribution, a enregistré 99.477 opérations de paiement électronique effectuées via l’application BaridiMob, à fin septembre 2026, a indiqué un document de l’entreprise. Cette progression s’inscrit dans le cadre des efforts déployés par Sonelgaz-Distribution pour faciliter le règlement des factures d’électricité et de gaz et améliorer la qualité des services proposés à ses clients. Le recours aux moyens de paiement électroniques, notamment le service BaridiMob, permet aux usagers de régler leurs factures à distance, sans avoir à se déplacer vers les agences, souligne le document. Selon les données arrêtées au 28 septembre 2026, l’utilisation de BaridiMob par les clients de la Direction de distribution de Gué de Constantine a connu une hausse notable, avec 99.477 opérations de paiement électronique réalisées via ce service. Cette évolution traduit l’intérêt croissant des clients pour les solutions numériques mises à leur disposition, offrant davantage de souplesse dans le règlement des factures d’électricité et de gaz, notamment grâce à la possibilité d’effectuer les paiements à distance et à tout moment. Dans ce cadre, la Direction de distribution de Gué de Constantine poursuit ses actions de sensibilisation auprès de sa clientèle afin de faire connaître les différents moyens disponibles pour le paiement des factures et d’encourager le recours au paiement électronique, présenté comme une solution pratique et rapide en complément des services traditionnels proposés au niveau des agences. La promotion de ces services numériques s’inscrit ainsi dans la démarche de Sonelgaz-Distribution visant à accompagner l’évolution des usages des clients et à améliorer leur expérience en matière de règlement des factures.

Synthèse R E.

MONNAIE

Le dollar en hausse face à l’euro

Le dollar était en hausse mardi face à l’euro, soutenu par la hausse des rendements américains et les anticipations de taux de la Fed. Vers 10H10 GMT, le billet vert prenait 0,30% face à la monnaie unique européenne, à 1,1338 dollar pour un euro. Les investisseurs ont récemment renforcé leurs anticipations de hausses des taux de la Réserve fédérale (Fed), ce qui rend les taux des autres banques centrales moins attractifs en comparaison. Cette semaine riche en publications

économiques sera surtout dominée par l’enquête mensuelle ADP/Stanford Lab sur les créations d’emplois dans le secteur privé pour septembre et l’indicateur d’inflation PCE en août aux Etats-Unis, attendus mercredi, suivis vendredi du rapport sur l’emploi du ministère du Travail américain de septembre. De son côté, l’or rebondit un peu, de 0,81%, à 4.149,36 dollars l’once, rattrapant une petite partie de ses lourdes pertes de la veille.

APS

LE PRÉSIDENT DU CREA REÇOIT LE DG DE L’OAT

Le renforcement de la coopération économique arabe examiné

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a reçu le directeur général de l’Organisation arabe du travail (OAT), Fayez Ali Al-Mutairi, et la délégation l’accompagnant, avec lesquels il a examiné les moyens de renforcer la coopération économique arabe, indique un communiqué du CREA. Lors de cette rencontre, tenue mardi au siège du Conseil, M. Moula a souligné l’importance de mutualiser les efforts et d’intensifier l’action commune afin de développer davantage les relations économiques entre les pays arabes, notamment à travers l’accroissement des échanges commerciaux et le renforcement des investissements intra-arabes, contribuant

ainsi à une meilleure intégration économique et à un développement durable dans la région, selon le communiqué. Il a également insisté sur la nécessité de passer de la coopération et de la concertation à la concrétisation de projets et de partenariats économiques, en valorisant les capacités et les potentialités dont disposent les pays arabes et en renforçant la présence des entreprises arabes sur les différents marchés de la région, au service des intérêts communs et d’une plus grande intégration économique arabe. M. Moula a mis en avant l’importance d’ancrer la culture du dialogue et de la confiance entre les différentes parties prenantes de l’écosystème économique, notamment les pou-

voirs publics, les représentants du patronat et ceux des travailleurs, affirmant que la convergence des visions et cette volonté de travailler ensemble permettent de mieux répondre aux enjeux économiques et sociaux, de soutenir l’investissement et la production, de renforcer la compétitivité des entreprises et de favoriser la création d’emplois. De son côté, M. Al-Mutairi a souligné l’importance de poursuivre la concertation et la coordination, de favoriser le partage d’expériences et d’expertises et de renforcer le rôle des institutions économiques et sociales au service du développement, ajoute la même source.

APS

ECONOMIE CIRCULAIRE ET VALORISATION DES DÉCHETS

Holcim El-Djazair encourage l’entrepreneuriat vert auprès des jeunes de Mascara

À l’occasion de la « Geocycle Week », initiative mondiale dédiée à la sensibilisation aux enjeux de l’économie circulaire et de la valorisation des déchets, Holcim El-Djazair organise une journée technique de sensibilisation au sein de son usine d’Oggaz, dans la wilaya de Mascara. Destinée aux jeunes issus des centres de formation de la région, cette rencontre vise à les sensibiliser aux opportunités offertes par l’économie circulaire et la gestion des déchets, tout en leur faisant découvrir les perspectives de création de petites entreprises, de PME ou de start-ups dans ce domaine en plein développement. Geocycle représente l’activité de valorisation des déchets industriels en cimenterie. Son intégration au sein de Holcim El-Djazair répond à un double objectif majeur : la préservation des ressources naturelles non renouvelables et l’optimisation de la performance énergétique. Dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et la crise mondiale de l’énergie, la rationalisation de la consommation de gaz naturel s’impose désormais comme une véritable priorité nationale. Ainsi, en substituant les énergies fossiles par des combustibles alternatifs issus des déchets, Geocycle participe activement à l’effort national : économiser le gaz naturel en local afin de le dédié à l’exportation, permettant ainsi à l’Algérie de répondre stratégiquement à une demande internationale croissante. La « Geocycle Week » constitue ainsi une opportunité de partager cette expertise avec les communautés locales et de mettre en lumière les possibilités offertes par l’économie circulaire, notamment en matière d’innovation, de création de valeur et d’emploi. À travers cette journée, Holcim El-Djazair souhaite aller au-delà de la sensibilisation et contribuer à l’émergence d’un écosystème entrepreneurial local autour de la collecte, du tri, du traitement et de la valorisation des déchets. Les participants pourront mieux comprendre les enjeux du secteur, identifier des opportunités de projets et découvrir les conditions nécessaires à leur développement. Pour enrichir les échanges, la rencontre réunira également plusieurs acteurs de l’écosystème institutionnel et économique. Des représentants du secteur bancaire présenteront les

mécanismes de financement et les solutions susceptibles d’accompagner les projets liés à l’économie circulaire. Les acteurs institutionnels et les représentants des services environnementaux apporteront, pour leur part, leur éclairage sur le cadre réglementaire et les dispositifs d’accompagnement existants. À travers cette initiative, Holcim El-

Djazair réaffirme son engagement en faveur d’une industrie plus durable et de la création d’opportunités pour les jeunes, en contribuant au développement de compétences et à l’émergence de nouvelles initiatives au service de l’environnement et des territoires.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 28 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 Septembre 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	110	120	100	البطاطا
	Tomate	125	140	110	الطماطم
	Oignon sec	79	86	72	البصل الجاف
	Ail sec	818	886	749	الثوم الجاف
	Carotte	143	155	131	الجزر
	Navet	168	183	153	اللفت
	Poivron	149	161	136	الفلفل الاخضر
	Piment	159	174	144	الفلفل الحار
	Courgette	170	183	156	الكوسة
	Haricot vert	296	320	272	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	190	204	175	الخس
	Pomme locale	432	540	323	التفاح المحلي
	Datte	508	617	399	التمر
	Raisin	293	349	236	العنب
	Melon	112	122	102	البطيخ الاصفر
Produits d’origine animale	Pastèque	91	100	82	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	2219	2333	2104	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	555	568	542	الدجاج
	Œufs (Unité)	23	24	21	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	1,57	-0,90	7,57	7,32	5096	1 809 080,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,13	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,09	7,56	7,64	7717	10 803 800,00
BIOPHARM	BIO	2 346,00	NC	0,00	-5,83	-6,13	6,32	7,25	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	2000,00	0,00	-1,75	-8,48	8,29	8,75	5852	11 704 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,00	1,87	1,19	8,12	0	0,00

L’IA démocratise l’invention, pas encore la valeur

Réponse à la contribution de Kaci-Kacem Aityalla, « Avec l’IA, l’innovation n’attend plus l’âge ni le diplôme » (1^{re} partie)

Dans une contribution récente publiée sur le site Les Enjeux Eco, Kaci-Kacem Aityalla soutient que l'intelligence artificielle bouleverse la chronologie de l'innovation : le talent n'attend plus le diplôme pour créer. La thèse est stimulante et mérite d'être prolongée par un regard d'économiste. Car la question qu'elle soulève, celle de la transformation des talents algériens en valeur pour le pays est au cœur de toute politique industrielle.

Pr Nadia CHETTAB*

Une intuition juste

L'auteur a raison sur l'essentiel. En abaissant le coût de la recherche d'information, de la programmation, de la simulation ou de la traduction, l'IA réduit le coût de l'expérimentation. Or, l'expérimentation est la matière première de l'innovation. Un jeune qui pouvait hier seulement imaginer un dispositif peut aujourd'hui en construire une première version et la montrer. Les parcours évoqués en témoignent, qu'il s'agisse de celui de Mohamed Zakaria Hachlaf ou du projet AIDI d'Algérie Télécom, primé aux WSIS Prizes 2026. Il a également raison de rappeler, contre un certain enthousiasme technologique, qu'«un brevet n'est pas encore une industrie ». C'est la distinction fondatrice de Joseph Schumpeter (1911) : l'invention est un fait technique, l'innovation un fait économique. Elle n'existe qu'à partir du moment où une nouveauté entre dans le circuit de la production et rencontre un marché. C'est précisément à partir de cette distinction que je voudrais proposer quelques prolongements.

L’innovation n’est pas une chaîne, c’est une boucle

L'auteur propose une chaîne : Idée → IA → Prototype → Innovation → Protection → Industrialisation → Marché → Valeur. Le schéma a le mérite de la clarté, mais il reproduit le « modèle linéaire » que les économistes de l'innovation ont largement abandonné. Dès 1986, Stephen Kline et Nathan Rosenberg montraient que l'innovation procède par allers-retours permanents. Le marché renvoie des informations à la conception, la production révèle les défauts du prototype, l'usage fait naître de nouvelles idées. Ce n'est pas une querelle d'école. Ce que l'IA accélère le plus, ce n'est pas le passage de l'idée au prototype, mais la vitesse de ces boucles d'apprentissage : un prototype testé, corrigé et retesté en quelques semaines au lieu de quelques années. Encore faut-il que des utilisateurs existent, que des entreprises acceptent de servir de terrain d'essai et que la commande publique ose acheter des solutions nouvelles. Le goulot d'étranglement se déplace de la conception vers l'environnement.

Qui captera la valeur ?

Si l'IA banalise le prototypage, la rareté ne disparaît pas : elle se déplace. David

Teece (1986) a montré que le profit d'une innovation revient rarement à l'inventeur seul. Il va à celui qui contrôle les « actifs complémentaires » : capacités de production, réseaux de distribution, marques, financement. À l'ère de l'IA, il faut y ajouter les données, la puissance de calcul et les modèles eux-mêmes. Or, ces actifs sont aujourd'hui très concentrés entre les mains de quelques plateformes mondiales. D'où un paradoxe : l'outil se démocratise mais la rente se concentre. Un jeune développeur algérien peut concevoir en quelques jours une application ingénieuse. S'il la construit sur des modèles, des infrastructures et des magasins d'applications détenus par d'autres, une part croissante de la valeur créée lui échappera, et échappera du même coup à l'économie nationale. Daron Acemoglu et Simon Johnson (2023) le rappellent : la direction du progrès technique n'est jamais neutre, elle dépend de qui en fixe les règles. Pour l'Algérie, l'enjeu n'est donc pas seulement de former des talents qui innovent. Il est aussi de bâtir les actifs complémentaires qui permettront de retenir la valeur : centres de données, données publiques ouvertes et gouvernées, capacités de calcul mutualisées, et une réflexion sérieuse sur la souveraineté numérique.

Le talent ne manque pas ; son allocation, si

L'auteur évoque avec courage le parcours de Hamza Bendelladj, passé de la cybercriminalité à un projet public de plateforme de détection de cybermenaces. Il pose la bonne question : que faisons-nous de nos compétences exceptionnelles lorsqu'elles apparaissent en dehors des parcours conventionnels ? William Baumol y a répondu dans un article célèbre (1990). Selon lui, l'offre de talents entrepreneuriaux varie peu d'une société à l'autre. Ce qui varie, c'est leur répartition entre activités productives, improductives (la recherche de rentes) et destructrices. Et cette répartition dépend des « règles du jeu » : les institutions, les incitations, la reconnaissance sociale. La leçon vaut pour nous. Un pays manque rarement de talents ; il manque parfois de canaux qui rendent leur usage productif plus attractif que les autres. Programmes rémunérés de détection de failles, équipes nationales de réponse aux incidents ouvertes aux profils atypiques, défis publics, validation des acquis de l'expérience : autant d'institutions qui orientent le talent vers

la création de valeur.

Des parcours individuels au système national d’innovation

Les trajectoires que décrit l'auteur sont remarquables. Mais les exceptions ne font pas une politique, et il faut se garder du biais du survivant : pour un talent qui perce, combien restent invisibles faute d'encadrement ? L'innovation durable est le produit d'un système, ce que Christopher Freeman (1987) et Bengt-Åke Lundvall (1992) ont appelé le « système national d'innovation ». C'est un tissu de relations entre universités, entreprises, financeurs, administrations et utilisateurs. Deux notions me paraissent ici décisives. La première est la capacité d'absorption (Cohen et Levinthal, 1990) : une économie ne tire profit des technologies nouvelles que si ses entreprises ont déjà les compétences pour les comprendre et les adapter. L'IA ne dispense pas de l'effort d'apprentissage ; elle en augmente le rendement pour ceux qui l'ont consenti. La seconde est la circulation des cerveaux, analysée par AnnaLee Saxenian (2006) à propos des ingénieurs taiwanais et indiens de la Silicon Valley. Loin d'être une perte définitive, la diaspora peut devenir un pont vers les marchés, les financements et les savoirs, à condition que des dispositifs l'y invitent.

Quelques pistes pour l’Algérie

– Faire de la commande publique un levier d'innovation, en réservant une part des achats de l'État et des grandes entreprises publiques à des solutions développées par des start-up nationales. Une start-up ne meurt pas faute d'idée, mais faute de premier client. – Mutualiser l'accès aux ressources de calcul et aux données publiques au bénéfice des universités, des chercheurs et des jeunes pousses. À l'ère de l'IA, la puissance de calcul et les données sont les actifs complémentaires décisifs. Un

chercheur ou une start-up ne peut pas s'offrir seul des serveurs de calcul intensif. Et s'il loue ceux des grandes plateformes étrangères, la valeur et les données partent avec eux. – Créer des passerelles entre les talents hors parcours et les institutions : validation des compétences, défis nationaux, programmes de réintégration encadrés. Un jeune autodidacte très doué en informatique, sans diplôme, n'a aujourd'hui aucune porte d'entrée officielle. Il risque d'aller vers l'informel, l'exil, ou pire, comme dans le cas cité par l'auteur. – Organiser la diaspora scientifique en réseau actif, autour de projets communs, de co-encadrements et de missions de courte durée. Les ingénieurs taiwanais et indiens de la Silicon Valley ont bien contribué à créer les industries électroniques et logicielles de leur pays d'origine; sans oublier le programme Chile Global au Chili. – Mesurer : sans indicateurs fiables sur le passage du brevet au produit, on ne pilote pas une politique d'innovation. On compte volontiers les brevets déposés ou les start-ups labellisées. Mais on sait rarement combien de brevets deviennent des produits vendus, ou combien de start-up survivent trois ans et créent des emplois. Sans ces chiffres, impossible de savoir quelle politique fonctionne.

Conclusion

L'auteur signale, avec une transparence qui l'honore, que son texte a été élaboré en associant intelligence artificielle et analyse humaine. C'est la meilleure illustration de sa thèse : l'IA peut accélérer l'écriture, mais le jugement, le choix des idées et la responsabilité restent humains. Il en va de même pour l'économie. L'IA peut démocratiser l'invention ; la transformation de l'invention en valeur pour le pays demeure une affaire d'institutions, de politiques et de choix collectifs.

* Pr Nadia CHETTAB, professeure d'économie, Université Badji Mokhtar – Annaba ; ancienne présidente de la commission « Capital humain, compétences et transformation numérique » du CNESE.

Références

– Acemoglu, D. et Johnson, S. (2023), Power and Progress : Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity, Public Affairs.
– Baumol, W. J. (1990), « Entrepreneurship: Productive, Unproductive, and Destructive », Journal of Political Economy, 98(5), 893-921.
– Cohen, W. M. et Levinthal, D. A. (1990), « Absorptive Capacity: A New Perspective on Learning and Innovation », Administrative Science Quarterly, 35(1), 128-152.
– Freeman, C. (1987), Technology Policy and Economic Performance : Lessons from Japan, Pinter.
– Kline, S. J. et Rosenberg, N. (1986), « An Overview of Innovation », in Landau, R. et Rosenberg, N. (dir.), The Positive Sum Strategy, National Academy Press.
– Lundvall, B.-Å. (dir.) (1992), National Systems of Innovation, Pinter.
– Saxenian, A. (2006), The New Argonauts : Regional Advantage in a Global Economy, Harvard University Press.
– Schumpeter, J. A. (1911), Théorie de l'évolution économique, trad. fr. Dalloz, 1935.
– Teece, D. J. (1986), « Profiting from Technological Innovation », Research Policy, 15(6), 285-305.

BLIDA

Intérêt croissant des retraités pour les services numériques de la CNR

L'Agence de wilaya de la Caisse nationale des retraites (CNR) de Blida enregistre un intérêt croissant des retraités et ayants droit pour les services numériques lancés dans le cadre de la modernisation de la gestion et de l'amélioration du service public, à-on avisé mardi auprès de cet organisme.

Le directeur local, Halim Adrar, a indiqué à l'APS que les retraités et ayants droit d'utiliser de plus en plus les services numériques accessibles 24h/24 et 7j/7 via le site de la CNR, leur permettant d'accomplir certaines démarches à distance et d'éviter les déplacements aux agences.

Il a cité parmi les services les plus utilisés celui de la "reconnaissance faciale", qui a permis à près de 1.330 retraités de justifier leur certificat de vie et de renouveler leurs dossiers à distance.

Cette démarche a contribué à réduire l'affluence dans les agences et à économiser du temps et des efforts dans le traitement des dossiers.

Dans le cadre de la sensibilisation à ces dispositifs, l'agence de Blida intensifie ses campagnes d'information sur les différents services numériques disponibles, en vue d'accompagner la modernisation de l'administration et la transformation numérique du secteur du travail et de la sécurité sociale.

Des journées d'information sont également organisées pour faire connaître le nouveau service « El moudjib el lftiradhi » (Chatbot), lancé dernièrement par la CNR, qui permet aux usagers d'obtenir, à toute heure, des informations sur les différents aspects du système national de retraite.

Cette nouvelle plateforme dispose d'une base de données regroupant des réponses aux principales questions des usagers, régulièrement mises à jour afin de tenir compte des évolutions liées au régime de retraite, a souligné M. Adrar.

APS

TIZI-OUZOU

Le wali inspecte les travaux de réalisation de l'usine de dessalement d'eau de mer d'Ifflissen

Le wali de Tizi-Ouzou, Aboubakr Es-sedik Boucetta, a inspecté les travaux de réalisation de l'usine de dessalement d'eau de mer de Tamda Ouguemoune, dans la commune d'Ifflissen, d'une capacité de 60 000 m3/jour, à-on avisé mardi auprès des services de la wilaya.

Le même responsable a passé en revue les différents lots du chantier de réalisation de l'usine dont le taux d'avancement a atteint 58 %, et pris connaissance des explications du directeur du projet, notamment sur les équipements dont une grande partie a déjà été réceptionnée, tandis que la station de pompage est en cours de réalisation à proximité immédiate du site.

Lors de cette visite, il a instruit les responsables de renforcer la cadence des travaux afin de garantir la mise en service de l'usine dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, anticipant les besoins énergétiques de la future installation, il a enjoint à Sonelgaz d'accélérer la pose des lignes électriques à moyenne tension destinées à l'alimentation. Ces travaux ont atteint actuellement un taux d'avancement de 50 %, selon la même source.

Pour rappel, outre cette usine, la wilaya va également bénéficier d'une méga usine de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 300.000 m3/j. Le projet est en phase de choix de terrain.

Dans ce cadre, 13 sites ont été présélectionnés et le choix définitif du site est en cours.

APS

EL-MENIAA

Plus de 170 autorisations de forages agricoles délivrées depuis janvier

Pas moins de 173 autorisations de forage de puits agricoles ont été accordées dans la wilaya d'El-Meniaa depuis le début de l'année en cours, à travers les différents périmètres agricoles de la wilaya, dans le but de soutenir l'investissement agricole et mobiliser la ressource hydrique nécessaire à l'extension des superficies cultivées, a-t-on appris auprès des responsables du secteur de l'hydraulique.

Le directeur de wilaya de l'Hydraulique, Cherifi Ahmed, a précisé, à l'APS, que les autorisations accordées au profit des investisseurs et agriculteurs comprennent la réalisation de 260 puits agricoles, précisant qu'une même autorisation peut englober le forage de plusieurs puits, en fonction des besoins spécifiques de l'exploitation ou du périmètre agricole concerné.

L'opération s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs agricoles et la mise en place des conditions propices au développement de l'activité agricole à travers les différentes zones de la wilaya, en particulier celles connaissant une expansion des cultures stratégiques et un recours croissant aux systèmes d'irrigation modernes, à l'instar de la technique du pivot central.

M. Cherifi a fait savoir que 83 autres dossiers sont en cours de traitement au niveau du guichet unique de la wilaya, ajoutant que, depuis le début de l'année en cours, il a été procédé à l'établissement de 19 procès-verbaux de réunion consacrées aux demandes

de forage de puits agricoles et l'octroi des autorisations nécessaires.

Ces mesures s'inscrivent dans la dynamique qui anime le secteur de l'agriculture dans la wilaya d'El-Meniaa qui dispose de vastes superficies exploitables sur le plan agricole et connaît, ces dernières années, une expansion des investissements orientés vers les cultures stratégiques, notamment la céréali-culture et d'autres cultures dépendant des systèmes d'irrigation par pivot central.

Le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a souligné, pour sa part, que les services de la wilaya œuvrent à l'aplanissement de toutes les contraintes susceptibles d'entraver les investisseurs et les agriculteurs, permettant ainsi la concrétisation des projets dans des délais appropriés et le soutien de l'activité agricole dans les différentes régions.

Le wali a mis l'accent aussi sur la nécessité de poursuivre l'accompagnement des investisseurs et de faciliter les démarches relatives aux projets agricoles, afin de contribuer à étendre les superficies cultivées, développer

les cultures stratégiques et renforcer les capacités de la wilaya dans le domaine de la production agricole.

Ces efforts s'inscrivent dans le cadre des démarches déployées par les pouvoirs publics visant à développer le secteur agricole, à renforcer la production nationale et à contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire par l'élargissement des superficies exploitées, l'encouragement de l'investissement dans les cultures stratégiques, et l'atteinte progressive de l'objectif d'autosuffisance pour un certain nombre de produits.

Il est également attendu que la poursuite de l'octroi des autorisations de fonçage de puits agricoles ainsi que l'accompagnement des investisseurs dans l'exploitation de plus de superficies agricoles, à travers les différents périmètres de la wilaya, permettront, à terme, d'élargir l'activité agricole et de consolider le rôle de la wilaya d'El-Meniaa en tant que pole agricole dans le Sud du pays.

MASCARA

Réparation de 10 fuites d'eau importantes sur la conduite d'adduction du système de transfert "MAO"

L'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Mascara a procédé à la réparation de 10 fuites d'eau importantes sur la principale conduite d'adduction du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), qui alimente le couloir de Mohammadia, a indiqué l'ADE.

La même source a souligné que cette opération, qui s'est achevée mardi, s'inscrit dans le cadre d'une campagne régionale de réparation des fuites.

La campagne, organisée par la Direction générale de l'Algérienne

des Eaux en coordination avec les autorités de la wilaya, a duré six jours et mobilisée des équipes techniques pertinentes des unités de l'ADE des wilayas de Mascara, Tiaret et Mostaganem.

Elle a ciblé la principale conduite d'adduction du système de transfert "MAO", qui alimente le couloir de Mohammadia. Dix fuites importantes localisées à plusieurs endroits de la conduite, au niveau des communes de Mohammadia, Sidi-Abdelmoumen, Macta-Douz, Sedjrara et El-Ghomri, ont été réparées à l'issue de cette opéra-

tion qui a permis de récupérer des quantités "considérables" d'eau potable, a fait savoir la même source.

Cette campagne vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans le corridor de Mohammadia, pertinent du système de transfert "MAO", traversant cinq communes, ainsi qu'à mettre fin aux perturbations enregistrées dans l'alimentation en eau, a précisé l'unité.

A rappeler que la Direction générale de l'Algérienne des Eaux a organisé, récemment, une cam-

pagne similaire dans la wilaya, ayant ciblé la principale conduite d'adduction du système de transfert "MAO" alimentant le couloir de Sig.

Par ailleurs, une nouvelle campagne de réparation des fuites d'eau enregistrées sur les conduites de distribution d'eau potable à l'intérieur des zones urbaines des différentes communes de la wilaya devra être lancée prochainement, à-on indiqué.

APS

TIARET

Organisation d'une journée d'information et de promotion des circuits touristiques avec la participation de plus de 60 guides et opérateurs

La direction du Tourisme, de l'Artisanat et des métiers de la wilaya de Tiaret a organisé, mardi, une journée d'information et de promotion consacrée à la présentation des circuits touristiques agréés dans la wilaya, avec la participation de plus de 60 guides et opérateurs touristiques.

Lors de cette rencontre, les guides touristiques agréés ont pris connaissance, à travers une intervention du directeur du secteur, Zouaoui Touab, des six circuits touristiques agréés dans la wilaya. Ceux-ci comprennent des sites historiques et culturels, notamment la grotte d'Ibn Khaldoun à "Taoughzout", dans la commune de Frenda, le site des monuments funéraires de " Ledjdar" à Medroussa, ainsi que les vestiges de l'Etat rostomide et l'ancienne capitale de l'Emir Abdelkader à Tagdemt.

Ces circuits comprennent également des sites naturels, parmi lesquels l'oued Mina, les cascades de Sidi Ouadah et le barrage

de Bekhadda, ainsi que des sites religieux, notamment les deux anciennes mosquées des villes de Frenda et de Tiaret et la zaouïa de Sidi Adda Benaghlamallah, dans la commune de Sidi Hasni.

Dans les prochains jours, les participants bénéficieront d'une sortie de terrain sur l'un de ces circuits touristiques, encadrée par des spécialistes de l'archéologie et du patrimoine. Cette sortie vise à familiariser les guides avec les méthodes scientifiques utilisées pour présenter les sites touristiques aux visiteurs nationaux et étrangers, tout en veillant à l'exactitude des informations et à l'uniformisation des termes employés dans ce domaine.

De leur côté, les représentants des agences de voyages et des établissements hôteliers ont pris connaissance des spécificités de ces circuits, ainsi que des catégories de touristes ciblées par chacun d'eux. Cette démarche devra permettre d'assurer de meilleures conditions d'accueil des visiteurs et de contribuer à la promotion des

traditions et de l'artisanat locaux, notamment à travers l'organisation de déjeuners ou de dîners dans des cadres reproduisant les traditions de la région, ainsi que par l'exposition de collections et d'objets artisanaux dans les hôtels et les sites touristiques.

Par ailleurs, la rencontre a également été l'occasion de présenter la plateforme numérique lancée par le ministère de tutelle, qui permet de s'inscrire afin de suivre une formation dans le domaine du guidage touristique.

A ce titre, il a été indiqué que 25 personnes intéressées de la wilaya de Tiaret se sont inscrites via cette plateforme. Elles pourront ainsi bénéficier d'une formation dans ce domaine à l'Institut national spécialisé dans le tourisme " Saïm Saïd " de Tiaret, dès le lancement de la nouvelle session de formation.

APS

EN FAVEUR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la Banque mondiale mobilise un volume record de capitaux privés

Au cours de l'exercice 2026, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé un volume de capitaux privés sans précédent dans son histoire et émis un montant record de garanties, concrétisant ainsi un objectif que ses actionnaires et ses clients appelaient de leurs vœux depuis de nombreuses années : mettre davantage de capitaux privés au service des économies en développement, parallèlement à ses propres financements et à son expertise.



Le montant de capitaux privés mobilisés par le Groupe de la Banque mondiale a plus que triplé au cours des quatre dernières années, pour passer de 35 milliards de dollars sur l'exercice 2022 à 112 milliards de dollars sur l'exercice 2026. Si l'on y ajoute les engagements pour le compte propre du Groupe, cela porte le montant total des financements et des ressources mobilisées dans les économies en développement à plus de 200 milliards de dollars pour l'exercice 2026.

Cette progression a été généralisée. La mobilisation de capitaux privés dans les pays à revenu intermédiaire inférieur a ainsi augmenté de 14 à 37 milliards de dollars, soit un niveau multiplié par trois. Elle a plus que quadruplé dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, où elle a progressé de 12 à 50 milliards de dollars. Et si la mobilisation de capitaux privés s'est maintenue à environ 3 milliards de dollars dans les pays à faible revenu, qui figurent parmi les environnements les plus difficiles en la matière, elle a bondi de près de 150 % en Afrique, passant d'environ 9 à 22 milliards de dollars.

Ces résultats sont le fruit de trois années de changements menés dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale afin de collaborer plus efficacement avec le secteur privé. L'institution s'est ainsi employée à gagner en rapidité et en simplicité, à rapprocher ses branches dédiées au secteur public et au secteur privé, et à élargir la gamme d'instruments à disposition des investisseurs. Dans chaque pays, le Groupe de la Banque mondiale s'est doté d'un

point de contact unique pour ses activités avec le secteur public et privé, tout en commençant à élaborer des stratégies intégrées en fonction des besoins et des priorités de développement nationales.

Le Laboratoire de l'investissement privé a accompagné ces efforts, en aidant à recenser les obstacles concrets qui freinent l'investissement dans les économies en développement et en élaborant un plan de travail pour y remédier. Il s'agit d'une démarche qui s'est inscrite dans le cadre du Groupe tout entier et qui s'est attachée, tout à la fois, à améliorer l'environnement des affaires et le cadre réglementaire, à développer les garanties et les financements en monnaie nationale, à résoudre les problèmes de change, à augmenter les instruments de fonds propres et à promouvoir de nouvelles modalités de participation à grande échelle pour les investisseurs institutionnels.

Le Groupe a émis plus de 25 milliards de dollars de garanties, dépassant avec quatre ans d'avance son objectif de porter ses émissions annuelles à 20 milliards de dollars d'ici 2030. Une progression rendue possible notamment par la création, en 2024, de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale. Cette approche centralisée offre aux clients et aux investisseurs un point d'accès unique et simplifié aux produits de garantie proposés par l'ensemble de l'institution.

« Il y a trois ans, nos actionnaires et nos clients ont exprimé des attentes claires : il nous fallait exploiter les financements et les connaissances du Groupe de la Banque mondiale de manière à mobiliser davantage de capitaux privés et à de-

venir un meilleur partenaire du secteur privé. Pour y parvenir, nous avons changé nos méthodes de travail, afin d'agir plus vite, plus simplement et en synergie à l'échelle du Groupe, déclare le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga. Et les résultats sont là : 112 milliards de dollars mobilisés cette année, soit plus de trois fois notre niveau de départ. Mais ce chiffre n'a de sens que si les capitaux sont dirigés là où ils peuvent créer des opportunités et des emplois. Telle est la tâche qui nous attend : continuer à lever les obstacles, à élargir le cercle des investisseurs et à orienter davantage de capitaux vers les économies en développement. »

La création d'emplois constitue la priorité centrale du Groupe de la Banque mondiale. Dans les économies en développement, 1,2 milliard de jeunes atteindront l'âge de travailler au cours des 10 à 15 prochaines années, alors que seulement quelque 420 millions d'emplois devraient être créés. Le secteur privé est à l'origine de neuf emplois sur dix dans ces pays.

La stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour l'emploi s'articule autour de trois leviers qui se renforcent mutuellement : investir dans les infrastructures humaines et physiques ; instaurer un environnement réglementaire favorable à l'entreprise ; et aider le secteur privé à changer d'échelle. Elle cible cinq secteurs porteurs où la réunion de ces trois conditions peut stimuler massivement l'investissement et l'emploi : les infrastructures et l'énergie, l'agro-industrie, la santé, le tourisme et l'industrie manufacturière à valeur ajoutée.

Au cours de l'exercice 2026, 55 % du to-

tal des financements (sur compte propre et en capitaux mobilisés) sont allés à ces secteurs à fort potentiel, contribuant à faire en sorte que la mise en place de fondations plus solides et de meilleures politiques publiques se transforme en investissements privés, en croissance entrepreneuriale et en créations d'emplois. Ces capitaux ne se concentrent pas uniquement sur les marchés les plus accessibles. L'investissement privé ne s'oriente pas seulement vers les marchés les plus accessibles. Il bénéficie également aux économies à faible revenu, où les investisseurs régionaux et locaux viennent de plus en plus compléter les capitaux mondiaux pour financer les entreprises et créer des emplois.

Le Groupe de la Banque mondiale s'emploie désormais à capitaliser sur cette dynamique en élargissant l'éventail d'investisseurs pouvant y prendre part. Dans le cadre de nouvelles approches d'octroi puis cession de crédits, le Groupe de la Banque mondiale met au point des mécanismes permettant de regrouper et de distribuer des investissements à plus grande échelle auprès d'investisseurs institutionnels, afin d'orienter une part accrue des capitaux à long terme disponibles dans le monde vers les possibilités d'investissement offertes par les économies en développement.

L'ambition est limpide : mobiliser davantage de capitaux, en multipliant les sources de financement, et les faire fructifier au service de la création d'emplois et de débouchés économiques.

*Relations médias du Groupe de la Banque mondiale
press@worldbankgroup.org*

ÉGYPTE

La Banque mondiale ouvre la voie à un appui financier au secteur minier

Jusqu'ici tributaire d'une contribution économique encore marginale, le secteur minier égyptien fait l'objet d'initiatives visant à valoriser son potentiel. L'enjeu est de taille pour un pays aux ressources diversifiées, allant de l'or à l'argent, en passant par le cuivre, le zinc et le tantale.

Lundi 28 septembre, lors de la journée d'ouverture de l'Egypt Mining Forum 2026, le groupe de la Banque mondiale et le ministère égyptien des Mines ont réitéré leur volonté de coopérer pour accélérer le développement du secteur minier. Les échanges ont notamment été l'occasion pour l'institution de Bretton Woods d'affirmer son intérêt « à fournir un financement initial pour soutenir le secteur minier » du pays des pharaons.

Les discussions ont réuni Karim Badawi, ministre égyptien des Mines et Namrata Thapar, directrice monde des Métaux et Minéraux au sein de la Banque mondiale. Plusieurs objectifs ont été annoncés, notamment la mise en place de mécanismes de financement pour les projets miniers, en particulier ceux portés par le secteur privé, avec pour ambition de mettre en relation les « sociétés minières juniors avec des investisseurs et partenaires appropriés afin d'améliorer leur accès au financement ». L'institution financière n'a toutefois fourni aucun détail sur le financement initial évoqué, sa nature ou les projets qui pourraient être concernés.

Cette annonce prolonge les perspectives de coopération évoquées plus tôt par les deux parties en janvier dernier, lors de la Conférence minière internationale de Riyad. Pour l'Égypte, l'enjeu est d'attirer davantage d'investissements afin de transformer un secteur minier dont la contribution au PIB avoisine encore 1 %. Le Caire entend porter cette part à 6 % d'ici 2030, à travers le développement de nouveaux projets avec un sous-sol qui renferme notamment de l'or, de l'argent, des phosphates et du cuivre.

Le soutien au secteur minier est également présent dans l'agenda de la Banque mondiale, qui a déjà accordé des financements en ce sens sur le continent. En 2021, elle avait notamment accordé 150 millions USD au Burkina Faso pour permettre au pays d'améliorer ses services fonciers et miniers, tandis que la République démocratique du Congo obtenait la même année un montant total de 250 millions USD pour soutenir ses efforts visant notamment à accroître la transparence des recettes minières.

Agence

PÉTROLE

L'Irak explore une route via l'Égypte pour contourner les risques à Ormuz

Les perturbations du détroit d'Ormuz et de Bab el-Mandeb poussent les producteurs du Moyen-Orient à repenser leurs itinéraires pétroliers. Les infrastructures égyptiennes, entre mer Rouge et Méditerranée, prennent ainsi une importance accrue dans la région.

L'Irak étudie la possibilité de stocker une partie de son brut en Égypte afin de diversifier ses voies d'acheminement hors du détroit d'Ormuz. L'information a été donnée par Salim al-Rikabi, porte-parole du ministère irakien du Pétrole, selon des propos rapportés dans la presse locale le 27 septembre. Le projet s'inscrit dans un dispositif qui pourrait, à terme, relier le sud de l'Irak à la Méditerranée via la Jordanie et le nord-est de l'Égypte.

Le porte-parole a indiqué que Bagdad examinait plusieurs propositions de participation à des projets de raffineries et de stockage hors d'Irak. L'Égypte, Oman et Singapour figurent parmi les destinations étudiées, le gouvernement devant encore sélectionner les options à retenir.

La piste égyptienne repose sur plusieurs étapes d'infrastructure. Selon le schéma actuellement étudié, le brut pourrait être acheminé via le futur corridor Bassora-Haditha jusqu'au port jordanien d'Aqaba, avant un éventuel prolongement vers Al-Arish, dans le nord-est du Sinaï. Le stockage en Égypte ne constitue donc pas encore une solution opérationnelle pour les exportations irakiennes.

Les exportations irakiennes de brut par voie maritime ont fortement varié depuis le déclenchement, le 28 février, du conflit

entre les États-Unis, Israël et l'Iran.

Les perturbations d'Ormuz poussent Bagdad à multiplier les options

Elles sont passées d'environ 550 000 barils par jour en mars à 132 000 b/j en avril, puis à 98 000 b/j en mai, avant de remonter progressivement à 2,16 millions b/j en août.

C'est dans ce contexte que Bagdad examine des solutions de stockage et de commercialisation à l'étranger. À Oman, l'une des options est déjà encadrée par deux protocoles d'accord signés en septembre 2025 entre la State Oil Marketing Organization d'Irak (SOMO), OQ, anciennement Oman Oil Company, et sa filiale Oman Tank Terminal Company (OTTCO).

Le premier prévoit un partenariat stratégique pour développer un projet intégré de stockage de brut irakien dans la zone économique spéciale de Duqm. Le second confie à OQ Trading la commercialisation du pétrole irakien sur les marchés mondiaux, en s'appuyant sur ses capacités administratives et commerciales. L'option omanaise dispose ainsi d'un degré de formalisation plus avancé que la piste égyptienne. Un partenariat est déjà formalisé à Duqm, tandis que le projet en

Égypte dépend encore de la réalisation du corridor terrestre prévu par Bagdad.

L'Égypte offre un débouché potentiel vers la Méditerranée

L'intérêt des infrastructures égyptiennes s'inscrit dans un contexte régional marqué par les perturbations de plusieurs routes pétrolières. L'Arabie saoudite a notamment redirigé une partie de ses exportations vers la mer Rouge pendant la guerre avec l'Iran. Certains volumes ont transité par le canal de Suez ou par un pipeline égyptien reliant la mer Rouge à la Méditerranée.

Cette réorientation est intervenue alors que le détroit d'Ormuz était perturbé et que l'East-West Pipeline saoudien avait été endommagé. Les risques se sont également accrues autour de Bab el-Mandeb, après les avancées des Houthis au Yémen et les attaques contre des navires saoudiens depuis juillet.

Le 15 septembre au Caire, le prince héritier Mohammed ben Salmane et le président Abdel Fattah al-Sissi ont affirmé leur engagement en faveur de la liberté et de la sécurité de la navigation en mer Rouge et à Bab el-Mandeb. Aucun nouveau mécanisme précis n'a cependant été annoncé.

Synthèse R.E.

MAURITANIE

« Le gouvernement œuvre à développer le secteur minier et à renforcer sa rentabilité économique et sociale »

Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a présidé, à Akjoujt, capitale de la wilaya de l'Inchiri, une réunion avec les cadres et notables d'Akjoujt, dans le cadre de la visite de travail et d'information qu'il effectue actuellement dans la wilaya de l'Inchiri. Au début de la rencontre, Son Excellence le Président de la République a remercié les populations

de la moughataa pour l'accueil chaleureux et la mobilisation populaire dont elles ont fait preuve, ainsi que pour leur forte présence au meeting. Il a également exprimé sa satisfaction de visiter la ville d'Akjoujt et de rencontrer ses habitants. Son Excellence le Président de la République a expliqué que cette visite vise à établir un contact direct avec les populations de la

moughataa, à s'enquérir de près de leurs conditions de vie, à écouter leurs doléances et à prendre connaissance des insuffisances enregistrées dans les différents domaines. Il a souligné que la moughataa d'Akjoujt et la wilaya de l'Inchiri en général ont joué un rôle important dans l'histoire du pays et continuent de jouer ce rôle aujourd'hui, tout en poursuivant leur contribution pour l'ave-

nir. Il a indiqué que la wilaya de l'Inchiri se distingue par ses ressources minières et son cheptel important, soulignant que sa véritable richesse réside avant tout dans ses ressources humaines, caractérisées par leur esprit d'initiative et leur engagement, ce qui constitue un atout important pour le développement de la wilaya et du pays en général

Agence

TUNISIE

La compensation pourrait grimper à 11,2 milliards de dinars en 2026

Entre l'hypothèse retenue pour bâtir la Loi de finances 2026 et l'évolution des cours pétroliers, l'écart s'est considérablement creusé. L'économiste Moez Soussi estime que les dépenses de compensation des carburants pourraient approcher 11,2 milliards de dinars sur l'ensemble de l'année, contre près de cinq milliards de dinars budgétés.

M. Soussi est revenu, mardi 29 septembre 2026, au micro d'Ibtissem Chouikha dans l'émission Houna Tounes sur Diwan FM, sur les conséquences économiques de la hausse des cours pétroliers et, surtout, sur ce qu'elle pourrait coûter aux finances publiques tunisiennes. La Loi de finances 2026 a été élaborée sur la base d'un prix moyen du Brent de 63,3 dollars le baril. Or, selon l'économiste, la moyenne observée en 2026 se situerait

autour de 95 dollars, avec des cours ayant dépassé les 104 dollars à certaines périodes.

Une hypothèse de 63,3 dollars que Soussi ne considère pas irréaliste

L'économiste prend toutefois soin de ne pas présenter l'hypothèse retenue dans la LF 2026 comme une erreur de prévision. Il rappelle que le prix moyen du baril avait suivi une trajectoire baissière, passant, selon les chiffres qu'il avance, de 80,8 dollars en 2024 à environ 69 dollars en 2025. Dans ce contexte, retenir 63,3 dollars pour 2026 pouvait, à ses yeux, s'inscrire dans la tendance alors observée.

« Est-ce que cela constitue une erreur de prévision ? Je ne le pense pas », soutient-il, estimant que l'évolution ultérieure des

cours a surtout été bouleversée par des facteurs géopolitiques que la Tunisie ne maîtrise pas.

Pour M. Soussi, le décalage entre l'hypothèse budgétaire et les cours observés ne peut donc être lu uniquement comme un défaut d'anticipation. La Tunisie, souligne-t-il en substance, ne fait pas la géopolitique mondiale et dispose d'une marge d'action limitée sur des variables extérieures aussi déterminantes pour son économie. Mais si l'hypothèse initiale pouvait se défendre, son dépassement pose désormais une tout autre question : celle de son coût pour les finances publiques.

De 4,993 à environ 11,2 milliards de dinars

C'est là que Moez Soussi avance son estimation la plus marquante. La Loi de fi-

nances 2026 prévoit 4,993 milliards de dinars pour la compensation des carburants. Avec la hausse des cours pétroliers et une moyenne qu'il situe autour de 95 dollars, l'économiste évalue à 6,288 milliards de dinars les dépenses supplémentaires qui pourraient être nécessaires. En ajoutant ce surcoût à l'enveloppe initialement prévue, il aboutit à une compensation des carburants qui pourrait approcher 11,2 milliards de dinars en 2026. La précision est essentielle : ce montant ne correspond pas au coût total des carburants consommés ou importés par la Tunisie. Il s'agit bien, comme le souligne Moez Soussi, de la compensation uniquement. Selon son scénario, la facture représenterait ainsi plus du double de l'enveloppe prévue initialement.

R.I.

GHANA

L’industrie des engrais organiques se renforce avec de nouveaux projets

Le Ghana a recours aux importations pour la quasi-totalité de ses besoins en engrais. Jusqu’ici marginal, le segment des engrais organiques suscite un intérêt croissant de la part des investisseurs qui souhaitent se lancer dans l’industrie des fertilisants.

Au Ghana, l’entreprise ABC Oyeasase Yie Ltd a signé, le 24 septembre dernier, un protocole d’accord avec le ministère de l’Alimentation et de l’Agriculture (MoFA) pour la mise en place d’une unité de mélange d’engrais organiques dans la région de l’Est. D’un coût annoncé de 50 millions \$, le projet prévoit une capacité annuelle de 500 000 tonnes, selon le ministère. Près de deux mois plus tôt, le 28 juillet, c’est l’entreprise Omanbapa AgriTech qui signait un protocole d’accord avec le MoFA pour la construction d’une usine de production d’engrais organiques dont le site d’implantation doit être choisi entre les régions d’Ashanti et d’Ahafo. Évalué à 10 millions \$, le projet prévoit une capacité initiale comprise entre 20 000 et 30 000 tonnes par an, extensible à 60 000 tonnes à terme. L’entreprise prévoit notamment de valoriser des résidus agricoles comme les spathes de maïs pour approvisionner l’usine.

Ces deux projets annoncent ainsi un changement d’échelle par rapport au niveau encore limité de la production locale d’engrais organiques. Selon les données compilées par le Centre international pour le développement des engrais (IFDC), celle-ci était estimée à 7 883 tonnes en 2024. Cette estimation repose toutefois sur les données disponibles auprès de seulement deux entreprises au moment de la validation des statistiques.

Une exposition aux importations d’engrais minéraux à réduire

Le développement de ces nouvelles capacités s’inscrit d’abord dans une volonté de renforcer l’offre locale d’intrants. Dans son communiqué sur le projet ABC Oyeasase Yie, le MoFA évoque explicitement la réduction de la dépendance aux engrais importés. Cette orientation intervient dans un marché où les importations occupent une place centrale. Selon l’édition 2025 des statistiques de

l’IFDC, le Ghana a importé 554 457 tonnes d’engrais en 2024, dont moins de 1 % d’engrais organiques. Les engrais minéraux importés comprennent notamment le NPK, l’urée, le sulfate d’ammonium ou encore le chlorure de potassium, certains étant ensuite mélangés localement avant leur distribution. Cette dépendance aux importations d’engrais minéraux expose également les agriculteurs et les finances publiques aux fluctuations du marché international. Dans son rapport Commodity Markets Outlook publié en avril dernier, la Banque mondiale prévoit une hausse de plus de 30 % des prix mondiaux des engrais en 2026, notamment sous l’effet des perturbations du transport maritime dans le détroit d’Ormuz, un corridor stratégique par lequel transite près d’un tiers du commerce maritime mondial de fertilisants, soit environ 16 millions de tonnes par an.

Agence

APRÈS PRÈS DE 4 ANS D’ACCALMIE

La Namibie signale un nouveau foyer de fièvre aphteuse

En Afrique, la Namibie s’impose comme le deuxième exportateur de viande bovine du continent après l’Afrique du Sud et figure parmi les principaux exportateurs de bovins vivants. La recrudescence d’une maladie contagieuse comme la fièvre aphteuse est une mauvaise nouvelle pour la filière bétail. En Namibie, les services vétérinaires ont notifié le 23 septembre dernier l’apparition d’un foyer de fièvre aphteuse à l’Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Ce nouvel épisode intervient après une période d’accalmie relative. Le pays d’Afrique australe n’avait en effet plus signalé de foyer de fièvre aphteuse à l’OMSA depuis 2022. Selon la notification immédiate

consultée par l’Agence Ecofin, 63 bovins présentant des signes cliniques de la maladie ont été identifiés lors d’activités de surveillance sanitaire de routine dans la région de Kharas, au niveau du district vétérinaire de Karasburg. La notification de l’OMSA précise qu’il s’agit d’une première apparition dans la zone concernée, avec une origine de l’infection encore « inconnue ou incertaine ». Le foyer se situe par ailleurs dans la zone namibienne officiellement reconnue comme indemne de fièvre aphteuse sans vaccination, un statut sanitaire important pour le maintien de l’accès de la viande et des animaux namibiens à certains marchés internationaux.

Un coup d’arrêt pour les exportations de bétail

Face à la détection du foyer, les autorités namibiennes ont immédiatement renforcé les mesures de contrôle. Devant le Parlement, le 23 septembre, Charles Mubita, ministre de l’Agriculture, a également annoncé la suspension, avec effet immédiat, de la commercialisation du bétail et des produits d’élevage, tant au niveau national qu’international. Cette interdiction s’appliquera ainsi aux importations, aux exportations et au transit des animaux ciblés et de leurs produits dérivés. Ces mesures devraient peser directement sur les acteurs de la filière, qui tirent une partie non négligeable

de leurs revenus des exportations. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que la Namibie a expédié 33 000 tonnes de bovins, d’ovins et de caprins vivants en 2025, pour une valeur totale de près de 65 millions \$. En ce qui concerne les produits dérivés, les flux de commercialisation font état de près de 13 100 tonnes de viandes bovine, ovine et caprine, générant près de 114,4 millions \$ de recettes. Reste à voir dans quelle mesure ce coup d’arrêt pourrait affecter les performances de la filière sur le segment des exportations d’ici la fin de l’année 2026.

R.I

CÔTE D’IVOIRE

Le pays veut insuffler une nouvelle dynamique à la gestion de la filière mangue

En Côte d’Ivoire, la mangue constitue la deuxième culture fruitière d’exportation après la banane dessert. Confrontée depuis plusieurs années à des défis qui freinent son développement, la filière fait désormais l’objet d’une nouvelle approche de régulation par Abidjan. En Côte d’Ivoire, la filière mangue sera désormais encadrée par le Conseil du Coton, de l’Anacarde et du Karité (CCAK). L’annonce a été faite le mercredi 23 septembre en Conseil des ministres. Selon les autorités, cette décision s’inscrit dans la dynamique de valorisation accrue des produits issus de la filière mangue. « Cette ordonnance étend aux activités de la filière mangue le champ d’application de la loi n° 2013-656 du 13 septembre 2013 fixant les règles relatives à la commercialisation du coton et de l’anacarde et à la régulation des activités des filières coton et anacarde. Par conséquent, les missions de

régulation, de suivi et de développement des activités de la filière mangue sont également dévolues au Conseil Coton-Anacarde », ont-elles ainsi communiqué. Avant cette réforme, le ministère de l’Agriculture avait déjà engagé des discussions avec les acteurs de la filière. Le 9 juillet, le ministre de l’Agriculture Bruno Nabagné Koné a échangé avec Vincent Omer-Decugis, président de la Société ivoirienne d’importation et de commercialisation (SIIM), un opérateur majeur du secteur. Les échanges ont porté sur la protection de la filière et le maintien de son accès aux marchés internationaux face à la menace persistante de la mouche des fruits. Les deux parties sont d’ailleurs convenues d’un plan d’action pour renforcer la protection de la production et assurer la continuité des exportations, dont les détails n’ont pas été précisés. Le lendemain, le ministre a également rencontré l’interprofession

mangue autour de ces mêmes enjeux.

Une filière stratégique au potentiel encore peu exploité

En Côte d’Ivoire, la filière mangue reste fortement orientée vers l’exportation de fruits frais. La filière s’est d’ailleurs fortement consolidée sur ce segment au cours de la dernière décennie. Les données compilées par la Direction générale des douanes montrent que le volume de mangues expédiées par la Côte d’Ivoire a plus que doublé, passant de 27 600 tonnes en 2015 à 64 100 tonnes en 2024. Et si les expéditions ont évolué en dents de scie sur la période considérée, elles ne sont pas descendues en dessous du seuil des 30 000 tonnes. Parallèlement, les recettes d’exportation générées par la filière ont également augmenté, passant de 8,9 milliards de francs

CFA (15,4 millions \$) en 2015 à 26 milliards de francs CFA en 2024. Toutefois, ces performances à l’export ne reflètent pas l’ensemble du potentiel de la production ivoirienne. En 2024, sur une récolte estimée à 198 700 tonnes par le ministère de l’Agriculture, seulement 32 % environ (64 100 tonnes) ont été expédiées à l’étranger. Une partie importante de la production reste ainsi à valoriser sur le marché intérieur ou à travers d’autres débouchés. La question de la valorisation prend une importance particulière quand on sait que la filière reste confrontée à des pertes post-récolte élevées. Selon les données citées par le Programme d’appui au développement des filières agricoles (PADFA), celles-ci peuvent atteindre jusqu’à 40 % de la production nationale de mangues chaque année.

Synthèse R.I.

MADAGASCAR

La baisse du prix de l’Internet met les réseaux sous pression

La demande en connectivité à haut débit continue de progresser en Afrique, au rythme de l’adoption des services numériques. Gouvernements et opérateurs privés multiplient les efforts pour y répondre. Les autorités malgaches cherchent à renforcer les infrastructures télécoms pour accompagner l’augmentation de la demande et des usages d’Internet, stimulée par la baisse des tarifs. Mahefa Andriamampiadana (photo), ministre en charge des Télécommunications, a abordé cette question lundi 28 septembre lors d’une rencontre avec les dirigeants de Starlink aux États-Unis. La rencontre, organisée à Los Angeles à l’invitation de SpaceX, a permis au ministre malgache d’échanger avec les responsables de l’entreprise sur les prochaines évolutions de Starlink et les projets envisagés pour Madagascar.

Des tarifs plus accessibles pour stimuler les usages

Les autorités malgaches considèrent la baisse des tarifs comme un moyen de favoriser l’accès à Internet et d’accroître les usages. En décembre 2025, des négociations avec les opérateurs locaux avaient permis d’améliorer les volumes de données proposés pour certains tarifs. Pour 1 000 ariarys, une offre qui donnait auparavant accès à 200 Mo permet désormais d’obtenir 1 Go, réparti entre 500 Mo utilisables durant la journée et 500 Mo durant la nuit. Cette stratégie s’appuie sur un constat plus large : le prix constitue un facteur important dans la décision d’adopter ou d’utiliser davantage l’Internet mobile. Une étude publiée en 2021 par la Banque mondiale et portant sur sept pays d’Afrique de l’Ouest montre qu’une baisse du prix des services mobiles d’environ 3,60 dollars par mois est associée à une hausse de 2,4 points de pourcentage de la probabilité d’adoption. Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes résistent en attendant l’inflation américaine

Les Bourses européennes résistaient mercredi matin dans l'attente des chiffres d'inflation aux Etats-Unis, en Allemagne et en Italie, que les marchés vont interpréter comme un indicateur des futures décisions des Banques centrales sur les taux en octobre.

Des chiffres d'inflation trop élevés pourraient rapidement faire remonter (...) les anticipations d'une nouvelle hausse prochaine des taux de la Banque centrale européenne (BCE)", souligne Jochen Stanzl, analyste de marché à la Consorsbank au sujet de l'inflation en Allemagne.

En septembre, l'inflation a grimpé en Espagne (4,9% en glissement annuel) et en France (3%), selon des chiffres déjà publiés mardi et mercredi matin. Face à l'inflation, les taux longs restaient proches de niveaux inédits depuis la crise financière de 2007-2008 sur les marchés obligataires, avec un léger répit mercredi matin.

Vers 08H30 GMT, les bons du Trésor américain affichaient un rendement de 5,21% contre 5,23% la veille. "Le principal message émanant du marché des bons du Trésor devient de plus en plus clair: les investisseurs anticipent une contrainte monétaire nettement plus forte", décrypte Florian Ielpo de la banque Lombard Odier.

"Un nouveau relèvement des taux directeurs pourrait être approprié en fin d'année afin de ramener l'inflation vers l'objectif (de 2%) dans un délai plus raisonnable", a déclaré mardi le président de la Fed de New York, John Williams, ajoutant: "il n'y a pas un besoin urgent d'agir".

La France empruntait à dix ans à 4,74% après un pic à 4,80% la veille, en écart de près de 1,20 point de pourcentage avec l'Allemagne (3,55%).

"Le réel nous rattrape", a déclaré le Premier ministre Sébastien Lecornu à la veille de la présentation du budget 2027. L'Agence France-Trésor (AFT) a déjà indiqué que l'Etat allait emprunter 340 milliards d'euros pour ses besoins de financement en 2027, contre 310 en 2026, avec une charge budgétaire qui va passer de 62,6 à 72,9 milliards d'euros. L'inflation et la hausse des taux consé-

quentes sont alimentées par la hausse du pétrole depuis le lancement des hostilités contre l'Iran par les Etats-Unis et Israël le 28 février.

Mercredi matin, le Brent de la mer du Nord, référence du brut, poursuivait sa baisse enclenchée à 102,41 dollars le baril (-0,18%) vers 08H30 GMT. Le WTI américain repartait à la hausse (+0,15% à 89,51 dollars le baril).

"Les marchés affichent un moral optimiste ce matin même si l'inflation en France s'est révélée plus forte que prévu et que le PIB du Royaume-Uni a également bénéficié d'une révision surprise à la hausse pour le deuxième trimestre. Cela suggère que le principal moteur des obligations souveraines en ce moment est le prix du pétrole", résume Kathleen Brooks de XTB.

"Le FTSE 100 (l'indice de Londres) a rebondi de 0,9% dès l'ouverture mercredi, après un recul de 0,5% lors de la séance précédente, la baisse du pétrole, le recul des rendements obligataires et la hausse des cours du cuivre apportant un soutien aux valeurs minières et aux services aux collectivités", ajoute Neil Wilson de Saxo Markets.

En Allemagne, Francfort (+0,18%) progressait avant les chiffres de l'inflation, emmenée par le fabricant de moteurs d'avions MTU Aero engines (+2,48%). L'humeur des investisseurs était plus versatile à Paris au fil des minutes (-0,02% à l'ouverture, +0,21% quelques minutes après, -0,09 vers 08H30 GMT). En Suisse, l'indice vedette SMI (+0,22%) restait dans le vert.

En Asie la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 1,94% à 66.753 points. A Séoul, l'indice Kospi a terminé en revanche en repli de 0,48% après avoir évolué dans le vert en séance.

"Aux Etats-Unis, les valeurs liées aux semi-conducteurs connaissent une activité d'achat soutenue, ce qui soutient l'indice Nikkei", soulignent les experts

de Tokai Tokyo Intelligence. "L'histoire de l'IA continue de défier la hausse des rendements", résume Ipek Ozkardeskaya de Swissquote alors que le marché attend la publication mercredi des résultats de Micron (puces mémoire).

"De solides résultats de Micron pourraient aider les valeurs liées à l'IA à résister à la pression exercée par la remontée des rendements", ajoute-t-elle.

"Mais ils ne corrigeront pas la faiblesse sous-jacente : une poignée de titres liés à l'IA pourrait continuer à porter les grands indices, tandis que le marché dans son ensemble continue de se détériorer (...) Si la demande ralentit, ou s'il y a le moindre doute sur la vigueur de la croissance de l'IA, les valorisations pourraient baisser".

R I.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Septembre 2026
Valeur : 02 Octobre 2026

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6406	133.6556
1	EUR	EURO		151.7489	151.7927
1	GBP	POUND STERLING		177.3833	177.4032
100	JPY	JAPANESE YEN		85.2735	85.3048
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9348	19.9379
1	CHF	SWISS FRANC		160.4522	160.5280
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.2591	94.2897
1	DKK	DANISH KRONE		20.3002	20.3053
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4004	13.4032
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.9297	13.9488
1	AED	UAE DIRHAM		36.3866	36.3926
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5900	35.5959
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0390	434.2287
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8272	45.2777
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8224	13.8240
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8400	20.9465
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3360	3.3464
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.6110	181.6110

BOURSE ZURICH

Le SMI ramollit mais reste positif

La Bourse suisse se maintenait en territoire positif mercredi matin, malgré le poids persistant des prix du pétrole ainsi que l'envolée des rendements obligataires. En l'absence de nouvelles d'entreprises importantes, les investisseurs pourront se pencher sur les statistiques de l'emploi privé en septembre aux Etats-Unis.

Le rendement à 30 ans des bons du Trésor américain "a dépassé 5,61% pour une sixième séance consécutive de hausse, alors que le dix ans a atteint 5,28%, son plus haut niveau depuis 2007", a résumé John Plassard. Selon le responsable de la stratégie d'investissement de la banque Cité Gestion, "le repli du Brent vers 104 dollars, après la décision américaine de puiser dans ses réserves stratégiques, n'a pas suffi à effacer les craintes liées à l'impasse avec l'Iran".

Après avoir reculé depuis la veille, les cours de l'or noir restaient en hausse. Le baril de Brent accélérerait de 0,11% à 102,77 dollars et celui de WTI prenait 0,30% à 89,65 dollars en matinée."On ne peut plus ignorer le risque de stagflation: alors que les prix élevés de l'énergie entretiennent les pressions inflationnistes, on observe les premiers signes de ralentissement de la consommation", a averti Andreas Lipkow, analyste de CMC Markets.

Selon ce dernier, "des rendements supérieurs à 5% sur les obligations d'Etat à dix ans constituent une véritable concurrence pour les actions. Plus le taux d'intérêt sans risque devient attractif, plus les actions affichant une forte croissance de leur chiffre d'affaires et des bénéfices doivent fournir des arguments pour justifier leurs valorisations plus élevées".

Bourse suisse dans le vert

Peu avant 10h40 à la Bourse suisse, l'indice vedette SMI progressait de 0,34% à 13'959,60 points, après avoir ouvert en hausse de 0,44%. Le SLI gagnait 0,27% à 2253,81 points et le SPI montait de 0,29% à 19'779,78 points. La majorité des valeurs vedettes restait dans le vert, les plus fortes hausses étant désormais enregistrées par Partners Group (+1,8%), VAT Group (+1,4%) et Amrize (+1,1%). Les analystes de Barclays ont relevé l'objectif de cours de VAT et confirmé la recommandation à "overweight". Galderma (+0,7%) a présenté de nouvelles données démontrant que son médicament Nemludio maintient ses effets dans le temps chez les patients souffrant d'eczéma modéré à

sévère et de prurigo nodulaire. Parmi les poids lourds, Roche (+0,4%) restait dans le milieu du tableau. L'Agence américaine des médicaments (FDA) a accepté d'examiner en priorité sa demande d'homologation pour le fénébrutinib, un médicament expérimental contre deux formes de sclérose en plaques. Nestlé (+0,6%) et Novartis (+0,5%) accéléraient aussi, ce dernier étant porté par un relèvement d'objectif de cours par Goldman Sachs. Swiss Life (+0,2%) a fourni de plus amples informations sur son programme de rachat d'actions, dont l'objectif est une réduction de capital. Parmi les rares perdants se trouvaient Kühne+Nagel (-1,8%) qui creusait ses pertes, ABB (-0,7%) et Julius Bär (-0,7%). Le gestionnaire de fortune subissait des prises de bénéfice après avoir fortement re-

bondi la veille (+7,2%) grâce à la fin des mesures de surveillance prononcée par la Finma. Sur le marché élargi, AMS Osram (-0,9%) inversait la tendance positive de l'ouverture, après avoir annoncé le rachat partiel d'un emprunt de 760 millions d'euros. Rieter (+3,8%) accélérerait enfin après un départ surprise à sa tête. Directeur général et président de Rieter, Thomas Oetterli quittera le fabricant zurichois de machines textiles fin octobre. Pour lui succéder en tant que patron, le conseil d'administration a nommé Daniel Lippuner, ancien dirigeant du concurrent Saurer. L'administrateur Carl Illi assumera quant à lui la présidence. Santhera (+0,8%) a amélioré sa performance après six mois en 2026, sans toutefois parvenir à s'extraire des chiffres rouges.

Agence

GRÈCE

Le gouvernement accroît des subventions sur le gazole

Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a annoncé mercredi une remise de 20 centimes au total par litre de gazole pour tenter de limiter les répercussions économiques des hostilités au Moyen-Orient. «Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle crise nationale au sein d'une crise mondiale», a-t-il assuré au début du conseil des ministres, alors que les prix des carburants se sont envolés en Grèce, comme dans le reste de l'Union européenne notamment, depuis le déclenchement de la guerre contre l'Iran.

«C'est le choix du gouvernement de soutenir la société sans compromettre la résilience de l'économie», a ajouté le chef du gouvernement conservateur. La subvention à la pompe passe ainsi de 10 à 15 centimes d'euro par litre et les raffineries consentiront leurs propres remises. Ainsi, «la réduction totale sur le prix du gazole atteindra 20 centimes par litre», a précisé le premier ministre. Ce dispositif de soutien doit être appliqué jusqu'au 15 octobre. Il sera ensuite réexaminé «toutes les deux semaines» en raison de la grande volatilité des prix du pétrole, a-t-il encore indiqué.

Le gouvernement grec, qui affrontera des élections au printemps prochain, doit par ailleurs annoncer le 14 octobre des mesures de soutien pour le fioul domestique. Kyriakos Mitsotakis s'est engagé à le maintenir sous le seuil de 1,75 euro le litre. La flambée des prix des carburants depuis fin février, provoquée par la guerre contre l'Iran, alimente la grogne sociale dans un pays où le coût de la vie est l'une des préoccupations majeures de la population. La Grèce a enregistré une inflation de 3,7% en août sur un an, soit un niveau supérieur à la moyenne européenne de 3,3%, selon les

données provisoires d'Eurostat, après 2,7% en juillet sur un an. En mars, Athènes avait annoncé l'imposition provisoire d'un plafond des marges bénéficiaires sur les prix des carburants et des produits vendus dans les supermarchés, afin d'éviter la spéculation. Cette mesure a depuis été abandonnée. Le commissaire européen à l'Énergie, Dan Jorgensen, a prévenu mardi que l'hiver s'annonçait difficile pour les ménages et les entreprises, avec des prix des carburants et du gaz potentiellement «très élevés».

R I/Agence

CHINE

Pékin dévoile une baisse des taux et des subventions hypothécaires pour soutenir la croissance

La Chine a dévoilé mardi des mesures destinées à orienter des crédits moins chers vers plusieurs secteurs, notamment les infrastructures et les technologies, tout en renforçant le soutien aux acquéreurs immobiliers, dans une nouvelle tentative de redresser une économie en perte de vitesse. Ces mesures ont été annoncées au lendemain de l'engagement du gouvernement à intensifier le soutien budgétaire contracyclique afin de répondre aux tensions économiques croissantes, signe d'une plus grande urgence à remettre l'économie sur la voie lui permettant d'atteindre ses objectifs. La Chine vise une croissance éco-

nomique comprise entre 4,5 % et 5 % cette année, mais l'économie montre des signes d'essoufflement. Après un ralentissement de la croissance à 4,3 % au deuxième trimestre, la production industrielle, les ventes au détail et l'investissement ont tous fléchi au début du troisième trimestre, tandis que le secteur immobilier restait englué dans une contraction prolongée. Mardi, la Banque populaire de Chine a déclaré dans un communiqué qu'elle réduirait de 25 points de base le taux de son dispositif de prêts supplémentaires gagés (PSL), et ramènerait le taux des

PSL à un an à 1,5 %, contre 1,75 %. La Banque populaire de Chine (PBOC) élargira également le dispositif de PSL afin de soutenir les investissements dans les domaines de l'eau, des réseaux électriques, de l'informatique, des communications, des réseaux de canalisations urbaines et de la logistique, a-t-elle indiqué. « Les dernières mesures de la Chine témoignent d'un effort plus coordonné pour soutenir la croissance en stimulant à la fois l'investissement et la demande des ménages », a déclaré Hao Zhou, analyste basé à Hong Kong chez Guotai Haitong Securities.

« Si l'impact total dépendra de la mise en œuvre et de la réaction du secteur privé, les dernières mesures envoient un signal clair : les responsables politiques sont prêts à apporter un soutien plus marqué à la croissance. » La banque centrale a jusqu'à présent fait preuve de prudence concernant les baisses des taux directeurs, freinée par la hausse des taux d'intérêt américains, qui accentue les risques de sorties de capitaux, par le niveau élevé de l'endettement de l'ensemble de l'économie et par la réduction des marges bancaires.

Agence

ALLEMAGNE

Taux de chômage stable à 6,4% en septembre, la relance automnale reste poussive

Le taux de chômage en Allemagne est resté stable en septembre, à 6,4%, alors que le redémarrage saisonnier attendu à l'automne est resté poussif, a indiqué mercredi l'Agence fédérale pour l'emploi. En données brutes, moins représentatives mais très commentées dans le débat public, le nombre de chômeurs a baissé de 67.000 personnes sur un mois, repassant sous la barre des trois

millions, qui avait été franchie en juillet. En données corrigées des variations saisonnières (CVS), le nombre de personnes sans emploi a grimpé de 12.000 sur un mois. «En septembre, le marché du travail bénéficie habituellement d'un regain d'activité saisonnier à l'automne. Mais cette année, le démarrage reste poussif», a déclaré devant la presse la présidente de l'Agence fédérale

pour l'emploi allemande, Andrea Nahles. Dans l'ensemble, le marché du travail poursuit actuellement la tendance observée ces derniers mois.

«L'amélioration de la conjoncture, mise en évidence par les récentes données sur la croissance du PIB, ne se traduit pas encore sur le marché de l'emploi», a-t-elle expliqué.

R I.

ESPAGNE

Face à la colère sociale, le gouvernement s'attaque à la crise du logement

Après plusieurs jours de manifestations réclamant une meilleure protection des locataires, le gouvernement espagnol a présenté mardi plusieurs mesures pour répondre à la crise du logement qui frappe le pays, espérant les faire adopter au Parlement, où il n'a pas de majorité. L'exécutif du Premier ministre socialiste, Pedro Sánchez, était attendu au tournant par les centaines de manifestants qui occupent depuis samedi soir une partie de la très touristique Puerta del Sol, grande place au coeur de Madrid, en signe de protestation contre la spéculation immobilière et les expulsions locatives. Leur colère a explosé à la suite de l'éviction mercredi dernier d'une Madrilène de

87 ans, Maricarmen Abascal, contrainte de quitter l'appartement où elle vivait depuis environ 70 ans, après son rachat par une société immobilière. Face à l'émotion, le gouvernement a annoncé la suspension des expulsions de logements jusqu'en 2030, applicable uniquement aux "personnes vulnérables sans alternative de relogement" d'après les précisions apportées dans la soirée par Pedro Sánchez, et le renouvellement automatique des contrats de location à leur expiration. Ces mesures, dévoilées à l'issue d'après négociations au sein de la coalition gouvernementale, figurent dans deux textes présentés par l'exécutif et qui doivent encore être votés au Parlement, très frag-

menté à l'approche des élections législatives attendues en 2027. Pedro Sánchez a salué un ensemble "ambitieux" de mesures, dans une vidéo publiée sur le réseau X, tandis que la ministre du Logement, Isabel Rodríguez, a parlé, à l'issue du Conseil des ministres, d'"un accord d'une grande portée sociale, (qui) touche au principal problème des Espagnols". Parmi les principaux objectifs affichés, le gouvernement entend "stopper les achats spéculatifs", en "identifiant" les "fonds vautours" afin de "les empêcher de continuer à faire du logement une marchandise", a-t-elle ajouté, sans donner plus de précision sur ce processus.

Agence

ITALIE

● Nette hausse des exportations en août hors UE

Les exportations sont tirées "surtout par la hausse des ventes de biens intermédiaires et de biens d'équipement", a indiqué l'Istat dans un communiqué. Si les données précises doivent être publiées dans un deuxième temps, les exportations vers la Suisse concernent notamment les lingots d'or, tandis que vers les Etats-Unis ce sont les médicaments qui ont connu une accélération. L'augmentation similaire des importations en août (+17,2% sur un an) s'explique pour plus de la moitié par l'augmentation des achats d'énergie, souligne l'Istat, notamment depuis les pays de l'Opep (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole). Au cours des huit premiers mois de l'année 2026, la croissance des exportations vers les pays hors UE (+5,8%) a été inférieure à celle des importations (+6,4%). L'excédent commercial avec les pays hors UE (+33,2 milliards d'euros) est ainsi en légère hausse par rapport aux huit premiers mois de 2025 (+32,4 milliards). R.I

● L'inflation bondit en septembre à +4,2% sur un an à cause de la hausse des prix des carburants

L'inflation a connu une nette accélération en septembre en Italie, à 4,2 % sur un an, principalement en raison de la hausse des prix des carburants, selon la première estimation publiée mercredi par l'Institut national des statistiques (Istat). Le conflit au Moyen-Orient avait déjà poussé l'inflation autour de 3% ces derniers mois. Le gouvernement italien a multiplié les réductions de taxes sur le carburant pour essayer de maintenir des prix acceptables à la pompe. Mais malgré près de 2,5 milliards d'euros alloués cette année, l'essence a rejoint le diesel au-dessus de 2 euros le litre mi-septembre. Mardi, les distributeurs du pétrole Eni, IP et Q8 ont annoncé qu'ils allaient plafonner le prix des carburants dans leurs stations, soit près de la moitié des stations-service d'Italie. Le gouvernement de Giorgia Meloni avait aussi annoncé un changement de stratégie sur ce sujet sensible dans un pays aux salaires bas : d'un côté, la vignette automobile est suspendue pour l'année 2027 pour les voitures les moins puissantes et toutes les motos. Tenir cette promesse électorale fait économiser autour de 200 euros aux automobilistes concernés, mais prive de près de 2,4 milliards d'euros les régions italiennes, qui reçoivent la majorité des sommes. Le gouvernement a dit qu'elles seraient compensées. De l'autre côté, les réductions à la pompe adoptées décret par décret vont être remplacées début octobre par un mécanisme de taxes «mobiles» : les hausses de carburant sont compensées par une baisse des taxes, et inversement. La hausse des prix des produits alimentaires non transformés a également contribué à l'accélération de l'inflation en septembre, a précisé l'Istat mercredi.

Agence

AVEC 30 MILLIONS DE DOLLARS

le Pentagone parie sur l'IA pour détecter les mensonges

Aux États-Unis, le Pentagone veut dépenser 30,3 millions de dollars sur cinq ans pour donner un coup de jeune à son détecteur de mensonges. L'idée est d'obtenir un polygraphe avec de l'IA et des capteurs qui mesurent le corps sans contact. Reste que des chercheurs interrogés par MIT Technology Review doutent de sa fiabilité.

Baptisé Polygraph+ ou Polygraph Next, le programme figure dans une demande budgétaire que le Congrès n'a pas encore validée. Il arrive au moment où le Pentagone multiplie les tests au polygraphe pour retrouver les lanceurs d'alerte.

Lire le corps à distance ne suffit pas à démasquer un menteur

Le projet sera confié à la Defense Counterintelligence and Security Agency (DCSA), laquelle mène déjà les vérifications d'antécédents pour l'administration fédérale. Selon le document budgétaire, l'outil servira à trier les candidats à un poste et à repérer les "menaces internes". Il comblera des algorithmes de notation basés sur l'IA et le "standoff sensing", une technique qui relève des signaux physiologiques sans poser d'appareil sur la personne. Pour l'heure, les technologies exactes retenues ne sont pas connues.

Il faut dire que le détecteur de mensonges n'a presque pas changé depuis les années 1920. Un examinateur enregistre la tension, le pouls, la respiration et la transpiration, puis compare les réactions à des questions neutres et à des questions plus insidieuses. L'IA pourrait repérer des motifs que l'humain ne voit pas et combiner plusieurs mesures en un seul score, plus difficile à contourner. En 2023, la Defense Innovation Unit avait lancé un appel à projets. Quelques pistes s'étaient démarquées, et notamment Presage Technologies qui affirmait mesurer le



pouls et la respiration avec des caméras ordinaires, ou encore Altec Research, capable de suivre la température de la peau du visage et l'activité des pores.

En 2003, le Conseil national de la recherche américain jugeait les preuves en faveur du polygraphe faibles. L'American Polygraph Association (oui, oui ça existe...) revendique 80% à 94% de précision, mais avec 2,8 millions d'employés au ministère, un tel taux pourrait faire accuser à tort des dizaines de milliers de personnes. D'un côté, les personnes issues de mi-

norités risquent davantage d'être jugées menteuses. De l'autre, avec de l'entraînement, il est relativement facile de fausser le test. Certains expliquent par exemple qu'une simple punaise cachée dans la chaussure permet de gonfler ses réactions aux questions neutres, et donc de brouiller la comparaison.

Les précédentes tentatives de détection du mensonge (caméras thermiques, suivi des pupilles, scanners cérébraux) n'ont rien donné de fiable hors du laboratoire. Silent Talker, qui calculait un score de mensonge à partir de vidéos, a été intégré à iBorderCtrl, un projet européen datant de 2018. Les

deux ont disparu.

Pour le juriste Kyri Kotsoglou, l'IA n'arrange rien. Elle peut repérer de nouveaux motifs dans les données du corps, mais rien ne prouve qu'ils signalent un mensonge, faute de savoir qui mentait lors des tests passés. En septembre, le New York Times rapportait qu'une cinquantaine d'officiers de l'état-major avaient passé le test après des articles sur l'épuisement des stocks d'armes américains dans la guerre contre l'Iran. Pour la juriste Marion Oswald, ces tests servent de moyen de pression pour arracher des aveux, pas à obtenir des informations valides.

Une IA autonome s'introduit chez des experts en cybersécurité... et finit par saboter sa propre attaque

Le Dutch Institute for Vulnerability Disclosure a subi une cyberattaque pilotée par un agent IA. Très rapide et capable de choisir seul ses prochaines actions, l'outil s'est aussi montré particulièrement maladroite.

Le Dutch Institute for Vulnerability Disclosure (DIVD), sorte de CERT indépendant néerlandais spécialisé dans la détection et le signalement de systèmes vulnérables, vient d'essuyer une attaque en partie menée par un agent IA autonome. Après avoir exploité une faille pour obtenir un premier accès, l'attaquant lui aurait confié la suite des opérations, l'outil analysant alors le résultat de ses propres actions pour décider seul de la manière de progresser dans le réseau, avec une efficacité qui n'a manifestement pas toujours suivi sa vitesse d'exécution.



L'agent IA prend la main...

Une fois l'accès initial obtenu, l'agent aurait pris en charge une partie de l'après-compromission sans attendre qu'un opérateur humain lui dicte chaque étape. Les traces retrouvées par le DIVD font état d'un outil capable de lancer une action, d'en examiner les effets, puis de tirer

parti de ce qu'il venait d'apprendre pour décider presque aussitôt de la suite. D'une opération à l'autre, il pouvait ainsi réévaluer la situation, changer de technique ou approfondir une piste qui donnait des résultats, avant d'enchaîner sur l'étape suivante. Le DIVD décrit une attaque « agentique », dans laquelle l'IA ne servait donc plus seulement à

produire du code ou à suggérer des commandes, mais prenait directement en charge une partie de l'intrusion. L'outil avait aussi la particularité de commenter abondamment ses propres actions et d'expliquer les choix effectués au fil de l'attaque, laissant derrière lui suffisamment de traces pour que les chercheurs puissent aujourd'hui reconstituer son cheminement dans le réseau.

... et finit par se gêner lui-même

Beaucoup d'autonomie, mais pas forcément beaucoup de talent. Le DIVD décrit en effet une opération « très, très désordonnée », menée à grande vitesse mais ponctuée de choix pour le moins discutables. L'agent aurait notamment lancé une campagne de password spraying alors qu'il conduisait déjà une attaque de

type adversary-in-the-middle, destinée à s'interposer dans un processus d'authentification pour en détourner les échanges.

En multipliant parallèlement les tentatives de connexion sur différents comptes, il aurait fini par perturber sa propre attaque AitM et par se mettre lui-même des bâtons dans les roues. Le DIVD rapporte plusieurs erreurs du même ordre durant l'intrusion et soupçonne un agent mal entraîné ou mal configuré pour ce type d'opération.

Ces ratés n'ont pas empêché l'attaque de justifier une enquête formelle. Le DIVD a prévenu la police néerlandaise, l'autorité chargée de la protection des données ainsi que le NCSC, tout en gardant pour l'instant secrets le système touché et la vulnérabilité exploitée afin de ne pas exposer d'autres victimes potentielles.

FACE AUX VOITURES CHINOISES

Le patron de Ford ne veut surtout pas que les États-Unis suivent l'Europe

Les constructeurs chinois progressent rapidement en Europe, au point de faire du Vieux Continent un contre-exemple aux yeux de Jim Farley. Pour le patron de Ford, il serait même "trop tard" pour enrayer leur montée en puissance de ce côté-ci de l'Atlantique. Une situation dont il appelle désormais les États-Unis à tirer les leçons, alors que leur marché reste presque totalement fermé aux voitures venues de Chine.

L'Europe est-elle en train de devenir l'exemple à ne surtout pas suivre pour l'industrie automobile américaine ? C'est en tout cas comme ça que Jim Farley présente désormais la situation. Lors d'une conférence organisée par Automotive News le 29 septembre 2026, le directeur général de Ford a appelé les États-Unis à se montrer "extrêmement prudents" sur les conditions dans lesquelles les constructeurs chinois pourraient accéder au marché américain. Pour justifier cette prudence, Jim Farley regarde directement de l'autre côté de l'Atlantique. Face à la progression des groupes chinois sur le marché européen, son constat tient en quelques mots : "il est trop tard". Une formule lapidaire, alors que l'industrie automobile chinoise a considérablement accru sa présence internationale. Selon les chiffres rapportés par Reuters, la Chine devrait exporter environ 12 millions de voitures en 2026, contre environ 3 millions en 2022. Soit quatre fois plus en quatre ans seulement. propos de la concurrence chinoise. En juillet 2025, le patron de Ford avait déjà alerté : "Si nous perdons cette bataille, nous n'aurons pas de Ford dans le futur". Un an plus tard, son discours se précise : l'Europe lui sert désormais d'exemple de ce que les États-Unis doivent, selon lui, éviter.

Une forteresse américaine face à une Europe plus ouverte

La situation américaine reste toutefois difficilement comparable à celle de l'Europe. Les États-Unis ont jusqu'ici pratiquement verrouillé leur marché aux constructeurs chinois. Washington applique notamment des droits de douane de plus de 100 % sur les voitures électriques produites en Chine. À

cela s'ajoutent des restrictions sur les technologies connectées : une réglementation adoptée sous l'administration Biden doit notamment interdire, à partir de l'année-modèle 2027, les voitures particulières connectées provenant de constructeurs liés à la Chine. Jusqu'à exclure Polestar des États-Unis. Les élus américains cherchent désormais à aller encore plus loin. Un projet de loi adopté en commission au Sénat prévoit d'interdire la commercialisation de véhicules par des entreprises détenues à plus de 15 % par des intérêts chinois. Un seuil suffisamment bas pour poser la question de groupes qui ne sont pourtant pas chinois : Mercedes-Benz compte près de 20 % d'actionnariat chinois, tandis que Geely contrôle Volvo et Lotus et détient également une participation dans Aston Martin. Les promoteurs du texte travaillent d'ailleurs à des aménagements pour éviter certains de ces effets de bord. L'Europe a choisi une réponse moins radicale. Depuis 2024, l'Union européenne impose des droits de douane supplémentaires aux voitures électriques produites en Chine, variables selon les constructeurs. Mais ces barrières n'empêchent ni les groupes chinois de commercialiser leurs modèles sur le Vieux Continent, ni certains de contourner partiellement le problème en développant les hybrides rechargeables, non concernés par ces droits compensateurs. Sans parler de ceux, de plus en plus nombreux, qui préparent également une production directement européenne. C'est précisément cette différence d'approche que Jim Farley utilise comme avertissement. Là où l'Europe tente de contenir la progression chinoise tout en conservant un marché accessible, une partie de l'industrie automobile américaine pousse désormais pour maintenir



durablement la porte fermée. Constructeurs, concessionnaires et équipementiers ont ainsi demandé au législateur américain de pérenniser les restrictions actuelles.

Ford veut les combattre... mais aussi travailler avec eux

La position du patron de Ford n'est pourtant pas si simple qu'il n'y paraît. En effet, empêcher les constructeurs chinois de prendre pied aux États-Unis ne signifie pas, à ses yeux, couper les liens avec leur industrie automobile. Jim Farley explique au contraire que Ford continuera de nouer des partenariats avec des entreprises chinoises lorsqu'ils permettent de réduire les coûts ou de combler un retard technologique. Ainsi Ford travaille déjà avec le géant chinois CATL pour produire des batteries moins coûteuses dans le Michigan, en utilisant sous licence la technologie du spécialiste chinois. Le constructeur américain s'est également rapproché de

Geely pour développer conjointement des voitures électriques destinées notamment au marché européen. Des relations suffisamment étroites pour susciter des critiques politiques aux États-Unis : le secrétaire américain aux Transports, Sean Duffy, a récemment reproché à Ford de lier son avenir à des entreprises chinoises soutenues par Pékin.

Jim Farley ne semble pourtant voir aucune contradiction entre ces deux stratégies. Ford peut travailler avec des groupes chinois dans certains domaines et les affronter directement dans d'autres : "Ces deux approches ne s'excluent pas mutuellement", a-t-il expliqué. Toute la nuance de sa position se trouve là : empêcher les constructeurs chinois de s'installer aux États-Unis, sans pour autant renoncer à travailler avec leur industrie. Car si le marché américain peut encore leur rester fermé, se passer totalement des technologies et du savoir-faire développés en Chine semble déjà nettement plus compliqué pour les constructeurs occidentaux.

Il y a au moins un secteur qui peut se réjouir de l'invasion automobile chinoise en Europe

Les aciéries européennes auraient pu voir leur production baisser pour le secteur automobile mais c'était sans compter sur les constructeurs chinois. Puisque les marques européennes vendent moins, les chinoises en profitent et les producteurs d'acier aussi. Il faut dire que l'automobile à elle seule consomme près de 20 % de l'acier produit en Europe. Les deux ont donc besoin l'un de l'autre. L'actualité tourne autour du métal ces derniers jours dans le monde. Alors que Donald Trump, qui a décidé d'alléger drastiquement les normes antipollution, annonce la construction de la plus grande aciérie de l'histoire américaine, voilà qu'en Europe, on se console comme on peut en matière d'acier avec... les constructeurs chinois. Qui, au passage, ne sont pas les bienvenus aux

États-Unis. Mais ils sont en revanche très bien acceptés sur le Vieux Continent où l'on ne compte plus un jour sans l'annonce d'une nouvelle marque ou d'un nouveau modèle. A y perdre la boule. Bon nombre de constructeurs européens voient cette concurrence au mieux dans l'indifférence, au pire de façon suspecte. C'est le cas en ce moment des Allemands qui aimeraient bien que Bruxelles serre la vis sur les importations d'hybrides chinoises après avoir surtaxé leurs électriques. Mais un autre secteur que l'automobile se réjouit finalement de cette "invasion" qui compense quelque part la morosité des ventes automobiles depuis la sortie du Covid.

L'acier et l'automobile, un besoin mutuel

L'automobile consomme 15 à 20 % de l'acier produit en Europe. L'un a donc grandement besoin de l'autre, et vice versa. D'autant plus qu'avec les normes en vigueur dans certains pays, l'acier "vert" est de plus en plus privilégié dans l'automobile pour obtenir certains scores environnementaux favorables. Et puis, on le rappelle, dans une voiture électrique, le premier poids "carbone" n'est souvent pas la batterie mais bel et bien l'acier utilisé pour fabriquer sa structure, comme pour tout véhicule thermique. On retrouve en moyenne une près d'une tonne d'acier dans un véhicule léger (moins de 3,5 tonnes). Et le véhicule électrique est plutôt gourmand en la matière puisqu'il faut de l'acier pour les moteurs mais aussi les structures des batteries. Bref, le mariage entre ces deux secteurs est solide. Pour autant, la

chute des ventes de voitures neuves depuis la sortie du Covid a impacté l'activité des aciéries qui ont toutefois trouvé une porte de secours : les marques chinoises. Un paradoxe, puisque l'Europe s'est engagée à protéger ses aciéries face à l'acier chinois bon marché qui inonde le monde. Et ce sont finalement leurs voitures qui pourraient maintenir l'activité dans certaines aciéries européennes. Des géants comme ArcelorMittal avaient déjà évoqué il y a deux ans des plans de réduction de l'activité qui confirmait alors "une forte baisse d'activité chez les clients automobiles".

Merci aux voitures chinoises

"Les constructeurs automobiles chinois représenteront une demande d'environ 900 000 tonnes d'acier plat

pour l'automobile dans l'Union européenne d'ici 2033", a déclaré Marie Jaroni, patronne de Thyssenkrupp acier, contre zéro en 2025, ce qui leur conférerait une part de 6,3 %. Les groupes comme BYD, qui s'implantent en Europe, font donc vivre les aciéries. Il est vrai que la montée en puissance des Chinois a été fulgurante ces derniers mois pour atteindre les 12 % de parts de marché en Europe. A ce rythme, certains tablent sur un rythme de "croisière" à 20 % de parts de marché d'ici quelques années. Mais au prix d'une multiplication impressionnante des gammes et modèles qui pourrait poser question sur la valeur résiduelle et la difficulté de revente ensuite sur un marché VO encore ultra conservateur

Mots fléchés

Soldat du feu (deux mots)		Lock-out		Missive		Semblable		Industrie		Taures		Siège du gouvernement fédéral suisse	
Profanations						Déployer		Esquivés					
										Personnage biblique			
Inédite		Paresseux		Habitant la botte								Pépin	
				Crochets									
					Désodorisant en pierre					Atome			
Articles										Représentation graphique			
Fabriquée la bière					Qui est à l'état naturel		Divinité						
							Petit chérubin		Césium			Une espèce de grande punaise	Débris de bouteille
									Fleuve irlandais				
Forme de pouvoir			Broyèrent										
Fleuve italien			Tout de suite										
		Israël pour le CIO				Monarque		Raillerie					
		Arrose Saint-Omer											
Affliction				Impératif							Pour un oubli		
Pierre précieuse											Tranche de gros poisson		
					Points cardinaux			Un personnage du petit Nicolas					
					Ventilation								
Société fermée		Grotesque		Membre d'un oiseau					Soleil divin			Divinité égyptienne	
						Surfaces agricoles		Empereur romain					
								Avertie					
Ville de carnaval			Loupa						Enzyme	Déshabillés			
			Similaire										
Ensemble des acheteurs	Lanterne		Affluent du Rhin				Faisceau lumineux						Sucre simple
										Vilain	Unique	Écimai	
Actinium			Planche de bois				Agités						
Bouleversé													
			Saint normand			Petit saint			Pilastre carré				
						Faux marbre							
Ployons							Remplace le RMI		Native				Possède
Dépôt									À moi				
			Équerre		Signe orthographique						Tantale		
											Petit tour		
Giboulée		Costumes de danse						Greffai					
						Calcium		Sillon					

PÉTROLE

Les prix évoluent de nouveau à la hausse

Les cours du pétrole remontent légèrement mercredi, après être tombés la veille, le marché restant attentif à l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Vers 10H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,82% à 103,43 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, gagnait 1,07% à 90,34 dollars.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

7 décès et 238 blessés en 24 heures

Sept (7) personnes sont décédées et 238 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, mercredi, un bilan de la Protection civile. "Durant la période allant du 29 au 30 septembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 206 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays, ayant causé le décès de 7 personnes et des blessures à 238 autres", précise la même source. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 54 interventions ayant permis de sauver 9 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 44 autres et d'évacuer une personne, ajoute la même source.

TRANSPORT UNIVERSITAIRE
155 nouveaux bus réceptionnés

El Djamiaya Linakl Oua Khadamet a réceptionné 155 nouveaux bus, fabriqués par l'Etablissement de développement de l'industrie de véhicules (EDIV), relevant de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense nationale (MDN), dans le cadre de la modernisation du parc de transport universitaire et de l'amélioration des services destinés aux étudiants, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Cette opération intervient "en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant renouvellement du parc national de transport, sous la supervision et le suivi directs du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud", précise le communiqué. Cette opération traduit également "l'attention portée par les pouvoirs publics à la mise à disposition d'un transport universitaire assurant le confort et la sécurité, à l'amélioration des conditions de déplacement des étudiants et à la garantie d'un service public à la hauteur de leurs attentes", ajoute la même source.

APS

MDN

Chanegriha réunit les cadres et personnels de la Direction du service social

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, a présidé, mercredi au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous (Alger), une réunion de travail avec les cadres et personnels de la Direction du service social du ministère de la Défense nationale (MDN), indique un communiqué du ministère. A l'entame, et après la cérémonie d'accueil, donnée par le Directeur du service social par intérim, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a prononcé une allocution d'orientation, qui a été suivie via visioconférence par les cadres et les personnels de la Direction, déployés au niveau de ses structures à travers les six Régions militaires, lors de laquelle il a souligné que la prise en charge sociale multiformes des personnels constitue "un investissement stratégique dans la ressource humaine, qui forme la colonne vertébrale de l'institution militaire". "Cette rencontre que je tiens aujourd'hui avec vous, cadres et personnels de la Direction du service social, s'inscrit dans le cadre de l'approche communicationnelle que j'adopte avec les différentes composantes de l'Armée nationale populaire, afin de vous donner une série d'instructions et d'orientations, portant globalement sur

l'importance d'améliorer la performance de cette importante Direction et de hisser la prise en charge sociale de nos personnels aux niveaux escomptés", a-t-il déclaré. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a relevé que "la disponibilité du militaire et ses aptitudes au combat sont étroitement liées à ses conditions sociales et de vie", tout en ajoutant "lorsque le combattant se sent entouré d'attention et de prise en charge, ce sentiment se transforme en une motivation pour consentir davantage d'efforts dévoués dans l'accomplissement de ses missions de préparation et de combat, quelle qu'en soit la difficulté". "Dès lors, la prise en charge sociale sous ses multiples formes, à savoir le logement, la couverture médicale et les structures d'accueil offrant des prestations de qualité, ne constitue plus un service secondaire, mais s'impose comme un investissement stratégique dans la ressource humaine, qui forme la colonne vertébrale de notre institution militaire", a poursuivi le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Il a souligné, à l'occasion, que les réalisations accomplies sur le plan social au sein de l'ANP "témoignent de la détermination du Haut Commandement à atteindre les objectifs escomptés dans ce secteur vital". "A cet égard, il convient de réaffirmer que les réalisations concrétisées sur le terrain, au cours des dernières années, au niveau

du secteur des prestations sociales, témoignent de notre ferme détermination au sein de l'ANP, sous la supervision de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale à atteindre les objectifs escomptés dans ce domaine, notamment en matière de réalisation de plusieurs infrastructures sociales modernes, en sus d'une ressource humaine spécialisée et qualifiée, pour gérer ces infrastructures selon les normes en vigueur, car toute infrastructure, aussi moderne soit-elle, ne saurait remplir pleinement son rôle qu'à travers une ressource humaine compétente et dévouée", a-t-il souligné. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a ensuite suivi un exposé présenté par le Directeur du service social par intérim, portant sur l'état d'avancement du plan de développement de la Direction, ainsi qu'un état des lieux sur les futurs projets au niveau des structures sociales de l'ANP. A l'issue, il a écouté les interventions des cadres du service social, avant de leur donner des instructions et des orientations portant, essentiellement, sur "la nécessité d'améliorer les prestations et les méthodes de travail, en vue de promouvoir la qualité de la prise en charge sociale des personnels", conclut le communiqué du MDN.

R E.

ANP

Arrestation de 4 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Quatre (4) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 23 au 29 septembre courant, indique mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont exécuté, durant la période allant du 23 au 29 septembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats

de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", précise la même source. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont arrêté (4) éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations". "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée Nationale Populaire ont intercepté, en coordination avec les différents

services de sécurité, (42) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (4) quintaux et (91) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (609.661) comprimés psychotropes ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires". "A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Illizi, des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont arrêté (113) individus et saisi (31) véhicules, (123) groupes électrogènes, (86) marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite.

De même, (9) autres individus ont été appréhendés et deux (2) pistolets mitrailleurs, (6) fusils de chasse, (25.580) litres de carburants, (16) quintaux de tabacs, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes", ajoute le communiqué. "Par ailleurs, les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (138) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (622) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué.

APS

ONU

L'IA stimule les investissements dans l'innovation

L'intelligence artificielle alimente un rebond des investissements dans l'innovation, les dépenses de recherche et développement des entreprises atteignant des niveaux records, a déclaré mardi l'ONU. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de l'ONU a indiqué que davantage d'argent était dirigé vers le capital-risque, alors même que le nombre de transactions de capital-risque diminuait et se concentrait de plus en plus sur les

entreprises d'IA. L'OMPI, l'agence onusienne des brevets et de l'innovation, fait valoir que l'IA raccourcit les parcours de découverte et alimente une grande partie de la croissance économique mondiale. "L'IA n'est pas seulement une technologie de rupture : elle va changer notre façon d'innover et de créer", a souligné le directeur de l'OMPI, Daren Tang, aux journalistes. "Une nouvelle génération de start-up de science fondamentale transforme les avancées scientifiques en produits et

en secteurs d'activité entièrement nouveaux dans des domaines tels que les sciences de la vie, l'espace, la robotique et les énergies propres", a-t-il ajouté. La recherche et développement mondiale devrait atteindre 3.400 milliards de dollars cette année, en progressant plus vite que la croissance du PIB, tandis que la R&D des entreprises a atteint un niveau record de 1.500 milliards de dollars en 2025, en hausse de 5,8 %, a précisé l'OMPI.

"L'IA pourrait inverser ce ralentissement de la productivité que nous observons depuis 15 à 20 ans dans les économies à revenu élevé", a estimé Sacha Wunsch-Vincent, co-rédacteur de l'Indice mondial de l'innovation annuel de l'OMPI. M. Tang a dit espérer que l'IA soit "une marée montante qui soulève tous les bateaux, car (...) un écosystème d'innovation sain doit pouvoir être solide dans le plus grand nombre possible de domaines technologiques".